

# PORTRAIT BATOU HATTAB



Ce religieux tunisien, directeur d'une école juive, a perdu son fils Yoav lors de la prise d'otages de l'Hyper Cacher.

## Le chagrin du rabbin

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Photo **AUGUSTIN LE GALL**

Ses yeux noirs plongent et replongent machinalement dans l'écran de vidéosurveillance posé sur son bureau. Comme pour y chercher refuge, pour peut-être abriter des regards la douleur qui se lit dans le sien. En tout cas, ce n'est pas la crainte, «*je n'ai pas peur*», balaie vivement Batou Hattab. Les deux caméras, qu'il a fait installer après la révolution, gardent l'œil sur l'entrée de la petite école juive qu'il dirige, rue de Palestine, à Tunis. Une discrète maison blanche sans enseigne, gardée par deux policiers, dans le quartier Lafayette. Le père de Yoav Hattab, tué lors de la prise d'otages de l'Hyper Cacher, le 9 janvier à Paris, essaie de tromper son chagrin dans le travail. Sitôt rentré en Tunisie, après l'enterrement à Jérusalem, Batou Hattab est revenu à son office. «*C'est très difficile pour moi en ce moment, mais je dois être là, il y a le bac et le brevet blancs bientôt*», raconte-t-il. Rabbin officiant à la grande synagogue de Tunis, à quelques rues d'ici, l'homme trouve également un peu de consolation dans sa foi, «*parce que j'ai une confiance absolue dans le bon Dieu*». Il jure de ne jamais pardonner aux assassins de Paris,

et s'en remet à la justice de Dieu. «*C'est lui qui leur fera payer. A la fin, ils seront écrasés.*»

Mais plus les jours passent, plus «*la douleur augmente, remarque-t-il, parce que les souvenirs remontent*». Ceux d'un garçon «*extraordinaire, actif, dynamique, gentil, premier de sa classe*», décrit le père. Yoav, 21 ans, était le deuxième de ses neuf enfants. «*C'était le plus proche de moi. Je l'impressionnais. Il aimait beaucoup son père, comme un homme simple. Il était aussi mon disciple, mon élève, c'est moi qui l'ai éduqué*», souligne le professeur qui enseigne la Torah depuis 1990. Coiffé d'un chapeau ou d'une casquette de laine en guise de kippa, le visage mangé par une barbe proéminente, le paternel dégage une élégance désuète, mêlant charisme et bonhomie. Il mène une vie frugale, n'écoute pas de musique et n'a que des lectures théologiques. «*J'aime ma religion, je la pratique par joie*», expose-t-il. «*Malgré son côté sévère, traditionnel, il a toujours eu un esprit ouvert, nuance Avishay, son fils aîné. Il n'a jamais obligé ses enfants à être comme lui, et on ne l'est pas. Yoav, par exemple, avait une vie religieuse, étudiait la Torah, aidait les pauvres, mais il se permettait aussi de sortir, d'avoir une vie sociale et des copines.*»

Le bac empoché, le cadet décide de poursuivre ses études à Paris, en 2011, pour passer un BTS en commerce interna-

tional. «*Il avait réussi à s'installer à Vincennes, il allait terminer ses études cette année, on lui avait proposé de devenir associé d'une entreprise, avec une bonne part de l'actionariat, retrace Batou Hattab. La dernière fois que je l'ai vu, il m'a parlé d'une fille qu'il avait rencontrée, il pensait sérieusement à se marier. Je lui ai dit qu'il était encore jeune, qu'il pouvait attendre et rester avec elle.*» Un futur plein de promesses «*décimé par des mains des sauvages*», une «*fleur fauchée par la haine des juifs*». Et d'ajouter : «*Cet islam-là, dont on entend tellement parler, ce n'est pas celui des musulmans. On a vécu ensemble, plus que des frères, pendant des années.*»

Le religieux a grandi à Médenine, une petite ville du sud tunisien réputé jaloux de son identité arabo-musulmane. Son père y est tanneur, son grand-père officie comme rabbin. Il a 13 ans lorsque, en 1973, sa famille se résout à partir. La petite communauté juive locale s'est réduite à peau de chagrin, il n'y a plus le quorum nécessaire pour les prières. A l'époque, la plupart des 100 000 juifs recensés ont déjà quitté le pays, vers Israël ou la France. Plutôt traditionnels, les Hattab s'établissent à Tunis, dans le quartier de Lafayette. Aujourd'hui, la minorité juive ne représente guère plus de 1500 âmes, réparties entre Djerba (qui en concentre les deux tiers) et la capitale. Batou Hattab est l'une des figures de cette micro-communauté tunisoise déclinante. Il s'efforce d'entretenir la possibilité d'une éducation juidaïque, dans cette école loubavitch fondée dans les années 60. Cette année, ils sont 34 élèves, de la maternelle à la terminale. En dehors des leçons de Torah, les professeurs, tous musulmans, dispensent les programmes français.

### EN 4 DATES

**Novembre 1960** Naissance à Médenine (Tunisie).

**1973** S'installe à Tunis.

**Avril 1993** Naissance de son fils Yoav.

**9 janvier 2015** Perd son fils lors de la prise d'otages de l'Hyper Cacher, à Paris.

«*Le fait de maintenir l'école est déjà énorme, il faut chercher des enseignants pour deux ou trois élèves, souligne Moshe Uzan, jeune entrepreneur et bénévole pour la communauté. Mais c'est le plus important pour Batou, l'éducation.*» «*C'est la base fondamentale de la vie humaine, estime le directeur. Mon fils était bien éduqué, et voyez l'amour qu'il y a pour lui dans le cœur des gens.*» Dans son étroit bureau, à l'entrée de l'école, les visiteurs se succèdent pour présenter leurs condoléances. Polémiquer sur le silence des autorités tunisiennes, qui n'ont pas eu un mot en public sur la mort de Yoav, ne l'intéresse pas. «*Presque tous les Tunisiens ont pleuré avec moi, balaie-t-il. J'ai reçu des centaines de coups de fil, les gens m'abordent dans la rue pour me consoler. Le président Béji Caïd Essebsi m'a reçu et m'a dit qu'il partageait notre malheur, que toute la Tunisie était avec nous.*»

Finalement, lors d'une cérémonie d'hommage à la synagogue, le 10 février, le vice-président de l'Assemblée, l'islamiste Abdelafattah Mourou, est venu parler de la tolérance et de la cohabitation entre juifs et musulmans dans le pays. «*On n'a pas de problèmes*», répète aussi Batou Hattab sans arrêt. Il l'avait déjà dit sur France 2, au surlendemain de l'attentat. «*En Tunisie, nous avons un autre respect*», expliquait-il. «*Il ne peut pas tenir un autre discours, décrypte Yohann Taïeb, jeune chercheur franco-tunisien et ami de la famille. Ici, quand les juifs s'expriment publiquement, ils sont obligés de montrer patte blanche. Ils sont toujours soupçonnés d'avoir une autre allégeance, envers Israël, et doivent sans cesse se justifier.*» Il a fallu s'expliquer ainsi sur l'enterrement de Yoav en Israël, ce qui a heurté nombre de compatriotes. Certains ont critiqué une récupération politique de la part de Nétanyahou, d'autres y ont carrément vu un acte prisioniste. «*Pour moi, ça aurait été mieux qu'il soit enterré tout près, pour que je puisse aller le voir. Mais dans l'Hyper Cacher, les otages ont discuté et ils ont dit que s'ils mourraient, ils voudraient être enterrés là-bas, qu'il faudrait le dire aux familles. Le mont des Oliviers, c'est un endroit saint. C'est pour ça que je l'ai enterré là-bas, justifie Batou Hattab. Sinon, je ne sais pas quel aurait été mon choix.*» Dès qu'on affleure les questions politiques, il botte en touche : «*Ni mon fils ni moi on ne s'en mêle. On travaille pour nous-mêmes, et pour le pays*», répète-t-il. Mais «*bien sûr*» qu'il a voté, «*c'est mon devoir de citoyen*». Quelques fois, le rabbin est même monté au créneau pour défendre la place de ses coreligionnaires en Tunisie. Et aux étrangers, il tient à passer ce message, incongru dans le contexte : «*Je conseille de venir en vacances ici, c'est un pays protégé. Avec l'aide de Dieu.*» Comme une onction. ◀

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Correspondante à Tunis  
Photos **NICOLAS FAUQUÉ**

# Randonnée La Tunisie s'élève et marche

**C**haque dimanche, c'est le même ballet. Au petit jour, des cohortes se forment près de la grande horloge, au centre de Tunis, avant d'embarquer dans l'un des bus stationnés le long des trottoirs. La «Mongela», comme on l'appelle, est le principal point de rendez-vous des nombreux groupes de randonneurs qui ont éclo avec la révolution. Ce matin gris du 15 mars, l'Association tunisienne des randonneurs (ATR) met le cap vers Testour, une bourgade du Nord-Ouest. Au programme : 14 kilomètres dans les vallonnements du jebel Aïn Younes. Le minibus s'enfonça peu à peu dans la cambrousse, s'élève dans les collines recouvertes de forêts et de champs de blé encore vert, tressaute sur les routes cabossées. A son bord, 25 randonneurs : des ingénieurs, des diplômés au chômage, une courtière en réassurance, une prof... La plupart n'ont pas 30 ans. Ils sont là «pour changer d'air après une semaine de boulot», explique Soufien, ingénieur dans une multinationale venu avec un collègue. «Pour l'effort physique et pour faire de nouvelles connaissances», ajoute Imen, la courtière, pimpante dans son survêt rose pétant. «Pour sortir du stress, de la pollution», énumère Ines, qui a entraîné son copain. Ou tout simplement «par amour de la nature», dit Sameh.

## Mutinerie douce

Surtout, beaucoup y trouvent le moyen de mieux connaître le pays. Comme pour réparer cette fracture, révélée par la révolution, entre deux Tunisie : celle des grandes villes et des côtes, relativement développée, et celle de l'intérieur, marginalisée et révoltée. «Peut-être qu'on se sent plus libres, qu'on a le sentiment que ce pays nous appartient de nouveau et que c'est à nous de le découvrir... Il y a quelque chose dans l'inconscient collectif qui nous pousse à randonner», philosophe Emna Esseghir, la secrétaire générale de l'association. Communiquante dans une entreprise publique, elle s'est amusée à compter : elle a recensé plus de cent groupes tunisiens de randonnée sur Facebook. A Tunis surtout, mais aussi à Sousse, Sfax ou Hammamet... toutes les grandes cités du littoral. La vogue est née dans l'euphorie des premiers mois de 2011. Quelques jeunes organisent les premières excursions, des noyaux se créent, et le phénomène se propage. «Les photos de paysages publiées sur les réseaux sociaux ont

Depuis la révolution de 2011, les jeunes citadins découvrent la randonnée. Une manière d'explorer des régions marginalisées et de réparer les fractures du pays malgré la menace jihadiste.

attiré les gens», note Soufien, l'ingénieur, qui a coordonné le club rando de son université, l'un des nombreux créés dans les facs. Ahmed, 24 ans, s'y est mis en décembre. Avant, comme la plupart dans le groupe, jamais ou presque il ne s'était aventuré dans les terres. «Je suis en train de découvrir mon pays, jubile ce diplômé en cinéma. A part la capitale, les grandes villes et les lieux touristiques comme Hammamet et Djerba, je ne le connaissais pas. C'est une façon de me réconcilier avec lui. La randonnée donne une autre image de la Tunisie, pas seulement celle des piscines et des hôtels.» La virée dominicale a la saveur d'une douce mutinerie, explique-t-il : «On entend tout le temps, dans nos familles notamment, qu'il n'y a pas de sécurité, qu'il ne faut pas sortir la nuit, pas aller dans les montagnes... Depuis notre enfance, pour nous protéger, on nous fait peur.»

«Avant, on n'avait pas le goût de l'aventure. On avait peur de se faire

attraper par les flics pour rien et de rester en détention pendant deux ou trois jours. Maintenant, on n'a plus peur. Il y a plus de transparence, c'est plus facile de communiquer avec la garde nationale pour organiser les excursions», souligne Soufien.

Le bus largue ses passagers en pleine campagne. Au bord de la route, le guide les attend en uniforme kaki. Aujourd'hui, comme très souvent, c'est le garde forestier local qui conduira la marche. La soixantaine fringante, Rejeb Arfaoui, dit «oncle Rejeb», connaît le coin comme sa poche. Une expertise indispensable : la Tunisie randonneuse en est encore à ses premiers pas et il n'y a quasiment pas de sentiers balisés dans le pays, ni de topoguide. Ça ne freine pas les ardeurs exploratrices. En conclusion de sa charte, l'ATR convoque l'ancêtre carthaginois Hannibal traversant les Alpes : «Nous trouverons un chemin... ou nous en créerons un.»

## Groupes armés

Oncle Rejeb s'élance d'un pas allongé. Il veut d'abord faire un détour pour montrer des vieilles pierres au beau milieu d'un champ d'oliviers. On distingue une sorte de bassin, un bout de portique... Des ruines romaines, explique le guide, «il y en a partout jusqu'à Dougga», la cité antique classée au patrimoine mondial de l'Unesco, située à une vingtaine de kilomètres. «On est sur le trajet de l'ancienne route romaine, la voilà!» poursuit-il un peu plus loin en montrant un vague alignement de pavés enfouis dans les herbes. «C'est dommage qu'on ne l'ait pas conservée, cette route», soupire Dorra, la doyenne du groupe, qui digresse sur un conseil de lecture, le *Retour de l'éléphant*, un ouvrage de Abdelaziz Belkhdja (2005) «pour les Tunisiens amoureux de leur histoire et déçus par ce qu'elle est devenue», «un rêve sur ce qu'aurait pu être ce pays». Le chapelet des marcheurs com-

me à s'enfoncer dans la forêt. Ça sent le pin d'Alep et le romarin. Parfois, oncle Rejeb s'arrête pour expliquer les bienfaits de l'ortie ou pour déterrer des «cornes de grand-mère», sortes de mini-artichauts comestibles. Soudain, tout est gris cendre, les arbres sont calcinés... une parcelle ravagée par un incendie en 2012. Volontaire, d'après le garde forestier : une histoire de conflit entre l'Etat et le propriétaire, «mais rien n'a jamais pu être prouvé. Il y a aussi ceux qui viennent dans la forêt pour boire ou faire

**«Peut-être qu'on se sent plus libres, qu'on a le sentiment que ce pays nous appartient de nouveau... Il y a quelque chose dans l'inconscient collectif qui nous pousse à randonner.»**

Emna Esseghir secrétaire générale de l'ATR

d'autres choses, et qui jettent leurs mégots sans faire attention». «Toute la dorsale tunisienne [la succession de petits massifs qui traverse le pays d'est en ouest, ndlr] a été victime de ce genre d'incendies après la révolution», explique Emna. De temps en temps, l'ATR organise des opérations de reboisement.

Par moments, on progresse rapidement sur un bout de chemin agricole ou sur les pistes que forment les lignes coupe-feu. Le plus souvent on crapahute dans les escarpements boisés en esquivant les branches d'arbres. Dans le sillage d'oncle Rejeb, rien n'est un obstacle. On franchit les oueds et les rares clôtures, on coupe à travers les champs d'oliviers, on pénètre les pâturages sous les aboiements des chiens de berger. Sur l'une des cimes du jebel, le panorama en toile de fond, les randonneurs sacrifient à la photo de groupe rituelle, mas-

sés derrière le drapeau tunisien, comme pour marquer la conquête d'un nouveau pan de territoire. Un terrain de jeu réduit ces deux dernières années par l'essor de groupes

armés, actifs surtout dans les hauteurs les plus proches de la frontière algérienne. La zone, qui recèle parmi les plus beaux endroits pour randonner, est devenue le théâtre d'une lutte asymétrique entre jihadistes et forces de sécurité. Quelque 80 soldats et policiers ont été tués dans des attaques.

Il faut donc composer : les monts Chaambi, cœur du maquis jihadiste, sont blacklistés pour le moment. Toutes les randos sont déclarées aux autorités. «Plusieurs fois on a dû décaler parce que la garde nationale menait une opération de ratis-sage dans la zone choisie», explique Emna, qui n'a «pas peur» pour autant. «Il ne faut pas leur

laisser le terrain. Si on est des centaines chaque week-end à partir découvrir les montagnes, ils n'auront pas la possibilité de s'y entraîner», dit-elle. «Si le gouvernement nous avait donné le feu vert à nous, les gens du coin qui connaissons les forêts, tout ça serait réglé depuis longtemps, fanfaronne oncle Rejeb à la sortie d'un champ de fèves. Mais ils ont choisi de le faire à leur manière, alors ça va durer...» Trois jours après cette randonnée, le terrorisme frappe au cœur de la capitale. Deux jeunes Tunisiens ouvrent le feu sur les visiteurs du musée du Bardo, faisant 22 morts.

## «Plus de rage»

C'est le troisième dimanche après le drame et l'association Evasions, un autre groupe de marcheurs, n'en a sacrifié aucun à l'émoi. «On refuse que ça soit un handicap, on doit continuer à vivre», défend Brahim Abbès, l'organisateur. «Ça nous donne encore plus de rage pour montrer que, même avec ce qu'ils font, on ne va pas rester cloîtrés chez nous», affirme Manel. Ce jour-là, Evasions marche du côté de Kairouan, à deux heures au sud de Tunis, dans les collines semi-arides de Queslatia. Une localité elle aussi touchée par le terrorisme : cinq de







Dans le secteur agricole et montagneux de Aïn Younes, à quelques kilomètres de Testour en Tunisie, le 15 mars.



Le secteur de Aïn Younes le 15 mars. La Tunisie randonneuse en est encore à ses premiers pas et doit composer : les monts Chaambi par exemple, cœur du maquis jihadiste, sont blacklistés.



ses jeunes sont partis faire le jihad en Libye, un autre en Syrie. Deux sont morts il y a peu. Les débouchés ne sont pas légion pour la jeunesse. Mouna Abdaoui est longtemps restée au chômage. Cette diplômée en archéologie de 33 ans a intégré l'an dernier Oueslatia Trip Tour, un groupement de sept jeunes entrepreneurs sociaux qui portent un projet d'écotourisme avec l'aide d'une ONG. Eva-

sions est venue en soutien : ils étrennent le «sentier des Berbères», l'un des quatre circuits conçus par l'agence. Ce dimanche, c'est donc la première fois que Mouna met en pratique la formation de guide qu'elle a reçue. Son voile violet noué en chèche le temps de la randonnée, le bâton à la main, la discrète jeune femme tente de cadrer le groupe remuant. Elle le conduit sur les pentes du je-

bel Oueslat, puis dans le lit d'un oued asséché qui forme comme un petit canyon, avant de reprendre les hauteurs.

#### Artichaut sauvage

Quelques ruines de villages berbères émaillent le circuit. «Celui-ci a été habité pour la dernière fois en 1762. Il y en a sur chaque sommet du jebel, explique Mouna, juchée sur un muret. Les Berbères cher-

chaient la protection et un point de surveillance.» La jeune femme espère que le projet attirera des visiteurs dans cette région à l'écart du tourisme. «On a des peintures rupestres, des bassins de l'époque romaine, des vestiges byzantins... La randonnée peut permettre de faire découvrir la région et de créer des opportunités économiques.» La balade s'achève dans une clairière, au bas du jebel, avec un

couscous à l'artichaut sauvage, spécialité du terroir. Deux musiciens de mariage animent le déjeuner sur l'herbe qui vire en nouba. Tout le monde danse. «On est un peuple qui aime la paix, qui a la joie de vivre. Les terroristes, c'est une minorité bruyante, ils alimentent notre volonté d'aller de l'avant, proclame Brahim. Un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse.»





Le Plaza, café très fréquenté par les jeunes de La Marsa. Cette ville du littoral est devenue synonyme d'une société occidentalisée qui serait déconnectée des réalités du pays.

## ÉLECTIONS EN TUNISIE 1/2

Haut-lieu de la bourgeoisie tunisoise, La Marsa craint de revivre le choc d'une victoire d'Ennahda, dimanche. Dans les galeries d'art et les associations caritatives, l'heure est à la mobilisation.

# Contre l'islamisme, l'élite en lutte

Par **ÉLODIE AUFRAY** Correspondante à Tunis  
Photos **AUGUSTIN LEGALL. HAYTHAM**

**C**arton d'invitation en poche, le public se presse dans les travées de l'Alhambra, le cinéma de La Marsa, coquette commune en bord de mer, située dans la banlieue nord de Tunis. Ce samedi soir, 27 septembre, on y projette en avant-première le nouveau documentaire de Néjib Belkadi, *Sept et demi*, une plongée dans l'effervescence des neuf premiers mois de l'après-Ben Ali, de janvier à octobre 2011. Le film s'attarde surtout sur la campagne pour l'élection de l'Assemblée constituante: les espoirs et les promesses de l'époque, l'enthousiasme des néoélecteurs, les observateurs à l'affût de la fraude, la désorganisation des partis modernistes face à la machine des islamistes de Ennahda... Et puis, le soir du scrutin, les visages déconfits, quand les premiers réalisent

que les seconds arrivent largement en tête.

Trois ans plus tard, à l'approche des élections (législatives le 26 octobre, présidentielle le 23 novembre), le cinéaste voulait «rafraîchir les mémoires». «J'espère que ça nous servira à ne pas refaire les mêmes erreurs, comme se disperser», soupire Nadia, «pessimiste», à la sortie de l'Alhambra. Ville symbole de l'élite tunisienne, La Marsa ne veut pas revivre la «catastrophe» du 23 octobre 2011.

### «On ne connaissait pas le pays que les touristes»

«Un choc», «une vraie claque», «un coup de massue», «une surprise accablante», «un traumatisme», décrivent les Marsois. C'est peu dire que la victoire des islamistes, en 2011, avait secoué la «principauté», surnom de cette bourgade du littoral tunisien. Ancien lieu de villégiature,



La Marsa est devenue la résidence permanente des grandes familles tunisoises – les *beldis* – et de la nouvelle génération de cadres qui a émergé avec l'indépendance. Les «expats» y sont comme chez eux et, le week-end, les familles de toutes classes sociales viennent y manger une glace, boire un café au Safsaf ou prendre l'air.

Peu importe si la cité compte aussi son lot de quartiers populaires et si, comme partout, Ennahda est arrivé en tête dans tous les bureaux de vote – avec des scores certes plus faibles qu'ailleurs. La Marsa, dans le langage courant, «c'est moins un territoire qu'un concept», écrivait le journaliste Samy Ghorbal, dans une chronique satirique, parue en 2012. Un concept qui s'étend aux communes mitoyennes se succédant sur le littoral – Carthage, Sidi Bou Saïd et Gammarth –, voire à tous les beaux quartiers de la capitale. Et qui désigne, dans l'imaginaire collectif, cette bulle dans laquelle évoluerait



l'élite bourgeoise, occidentalisée, déconnectée des réalités du pays. Des «zéros virgule», des «déchets de la francophonie»: ainsi ont-ils été brocardés, pêle-mêle, après la défaite.

Le choc, donc. «On ne s'attendait pas à une si large victoire. On était un peu naïfs, plongés dans notre belle révolution», se souvient l'artiste plasticienne Sadika Keskes. «On s'est rendu compte qu'on ne connaissait pas les régions, qu'on ne connaissait pas plus notre pays que les touristes. On découvre une réalité dont on était coupés. Aujourd'hui, elle nous aveugle», observe Rabaa Ben Achour, universitaire retraitée, issue d'une grande famille d'oulémas réformistes et membre d'al-Massar, parti de la gauche intellectuelle.

Symptôme de cette réalité venue s'imposer à La Marsa: ses plages, fréquentées il y a quelques années encore par les seuls riverains, voient désormais débarquer, aux beaux jours, les habitants des quartiers populaires avec leurs baigneuses habillées qui mettent en minorité les femmes en bikinis. «Les nostalgiques disent qu'avant, on pouvait nager en deux-pièces, aujourd'hui de moins en moins», dit Rabaa Ben Achour, qui trouve la nouvelle donne «difficile mais exaltante. Au moins, on a maintenant le sentiment de pouvoir faire quelque chose pour la génération suivante». «J'ai découvert les Tunisiens, je ne les pensais pas conservateurs comme ça», convient aussi Rim Abdelmoula, qui est allée s'inscrire dans un parti politique le surlendemain des résultats. Pas son truc, finalement. Cette mère au foyer, ingénieure de formation, consacre maintenant son temps à une association caritative qui procure des fournitures aux écoliers, à la rentrée, et vient en aide à des étudiants désargentés.

### «On ne pense plus à faire la fête comme avant»

Après la révolution, les élites se sont massivement engagées dans les partis, mais aussi et surtout dans des actions sociales et citoyennes: soutien scolaire, associations de médecins, convois de couvertures et de vêtements chauds lors des grands froids de février 2012... «On ne pense plus seulement à voyager, faire la fête et s'amuser comme avant», raille Yosr Ben Ammar, qui a ouvert la galerie Hope en 2013, quelques mois après les émeutes déclenchées par une exposition jugée «blasphématoire» et suivie de menaces de mort. «Chacun lutte avec ce qu'il connaît. Pour moi, c'est l'art. C'est une des armes contre l'obscurantisme», expose-t-elle. Sadika Keskes, elle, essaye de monter une coopérative pour les tisserandes de Foussana, une bourgade dans les montagnes de l'Ouest, et les aide à moderniser leur production. Rabaa Ben Achour préside l'association de défense des valeurs universitaires, créée à l'origine pour soutenir le doyen de la faculté de la Manouba, Habib Kazdaghli, aux prises avec l'activisme violent d'étudiants jihadistes. Un épisode clos, mais le collectif se propose maintenant «de sensibiliser les étudiants à la citoyenneté et la culture, pour essayer de contrer le repli identitaire».

«Le changement passe par l'enfance. C'est un engagement de long terme, pour que la génération suivante soit plus ouverte, plus éduquée», explique Lotfi Hamadi, installé dans l'un des fauteuils du Factory, le bar lounge qu'il dirige. Grandi en France, ce beau gosse de 38 ans a emménagé en banlieue Nord quelques mois après la chute de Ben Ali, animé par «le devoir de participer à la construction» de la nouvelle Tunisie, «persuadé que le pays a besoin des Tunisiens qui ont acquis une expérience à l'étranger». Il a monté une association, Génération liberté, qui travaille à améliorer les conditions de vie dans l'internat d'un collège. Déçu par les partis, comme beaucoup, il estime que «la vraie politique, c'est la société civile. C'est elle qui agit, trouve des solutions». Combien de fois, pendant le règne d'Ennahda, a-t-il fallu descendre au centre-ville de Tunis pour manifester, tantôt sur l'avenue Bourguiba, devant l'Assemblée nationale au Bardo, ou le tribunal à Bab Bnet, tantôt pour défendre les droits de la femme, la liberté d'expres-



Lotfi Hamadi, gérant du Factory et fondateur de l'association Génération liberté.



Le Safsaf, rendez-vous de toutes les classes sociales.



Autre institution marsoise, la librairie Millefeuilles.



A la sortie de la projection de Sept et demi, documentaire sur l'après-Ben Ali.

sion, ou réclamer la chute du régime? «On les a eus, ils n'ont rien pu faire», triomphe Sadika Keskes.

Mais voilà, les craintes ressurgissent du retour des islamistes: entre les fusions, les scissions et les alliances décomposées, le camp moderniste se présente de nouveau en rangs épars. Toutefois, à la différence de 2011, il a son champion: le parti Nida Tounes («l'appel de la Tunisie»), chouchou des sondages. Fondée en 2012, cette formation réunit des militants de gauche, des syndicalistes, des indépendants et des responsables de l'ancien régime. Un attelage hétéroclite, qui surfe sur le rejet d'Ennahda et sur la popularité de son leader, Béji Caïd Essebsi. Ministre sous Bourguiba, chef du gouvernement de transition après la révolution, «Bajbouj» est, à 88 ans, candidat à la présidentielle. Le patriarche a conquis une bonne partie de La Marsa. «C'est une zone acquise à Nida Tounes même si la bipolarisation de l'électorat y est encore plus claire qu'ailleurs», assure le politologue Hamadi Redissi, également membre du parti et résident de la cité.

Sono à fond, de bon matin, sur la corniche de Marsa-plage. Ce dimanche 12 octobre, Nida Tounes fait campagne dans son fief: la section locale organise une «course vers la victoire». Une centaine de jeunes militants s'élancent. Au micro, le speaker chauffe l'assistance à coups de «Béji président». «On a besoin de quelqu'un de fort, qui a de l'expérience, pour tenir le gouvernement», juge Lilia, venue en supportrice. C'est surtout le terrorisme et l'anarchie post-révolution qui inquiètent cette universitaire à la retraite. «Béji va sauver l'avenir de la Tunisie», tranche une étudiante, préoccupée par la sécurité et surtout «les droits des femmes». «La plupart des gens ici estiment qu'il est le seul valable pour diriger le pays», observe Saïd Sahli, patron de la section et ancien PDG d'entreprises publiques.

### «C'est un vote de salut public»

Dans les salons marsois, le débat se focalise désormais sur le «vote utile». «Il y a trois ans, on a voté avec le cœur, et nos voix ont été perdues. Aujourd'hui, il faut un grand parti, qui gagne le maximum de voix et batte Ennahda», tranche Moez Bourguiba, petit-fils de l'ancien président et membre du Conseil national du parti. Plusieurs intellectuels ont appelé à ne pas s'éparpiller et à choisir Nida Tounes, comme Abdelwahab Meddeb: «C'est un vote de salut public», écrit l'essayiste sur son compte Facebook. Nous sommes devant le choix entre d'une part une société ouverte, dynamique, adaptée aux mœurs de notre siècle [...] et, d'autre part, une société close, régressive, archaïque, engluée dans la confusion entre religion et politique.»

«Nous sommes à la croisée des chemins, face à deux projets de société différents», fait aussi valoir Saïd Aïdi, tête de liste dans la circonscription Tunis 2, là où se concentrent les beaux quartiers. L'argument, martelé, fait particulièrement mouche dans cette partie de l'électorat, soucieuse de «préserver les acquis du bourguibisme», à l'image de Lotfi al-Hafi, patron de l'emblématique librairie Millefeuilles, autre institution marsoise. «Une question de survie», pour ce sympathisant d'el-Massar: «Je ne pourrais pas continuer à travailler avec Ennahda au pouvoir, ce serait la censure», croit-il. Dans sa vitrine, où somnole un matou roux, se côtoient des ouvrages sur la révolution tunisienne, un recueil des Poèmes bachiques et libertins d'Abû Nuwâs, un Coran pour les nuls et des essais sur l'islam. «Ils se vendent très bien, raconte le libraire. Les gens essaient de comprendre, on est un peu dépassés.»

«Le problème de l'identité de la société a été tranché par la Constitution. Il faut arrêter les querelles idéologiques, elles n'intéressent pas le peuple», rétorque Abdelfattah Mourou, une figure d'ouverture qu'Ennahda a choisie comme tête de liste dans la circonscription. Au final, les adversaires pourraient bien être acculés à la cohabitation: selon les pronostics, aucun n'aura la majorité. ◀



A Kasserine, «la ville la plus menacée par les actes terroristes», selon le ministère de l'Intérieur, la police a renforcé ses contrôles sur les axes principaux.



La cité reste marginalisée, avec

ÉLECTIONS EN TUNISIE 2/2

# Kasserine, entre tirs et martyrs

Ciblée depuis trois ans par des attaques jihadistes, la ville symbole de la révolution vit sous surveillance. Mais la hantise de ses habitants reste le chômage des jeunes.

Par **ÉLODIE AUFRAY**

Envoyée spéciale à Kasserine

Photos **AUGUSTIN LEGALL. HAYTHAM**

**A** l'entrée de la ville, un tag prévient, en anglais et en couleur : «Nous sommes la révolution». Plus loin, un barrage de police. Les agents contrôlent les entrées et les sorties, examinent parfois les coffres et les papiers. Il y a presque quatre ans, les habitants de Kasserine se soulevaient contre le régime de Ben Ali et la répression sanglante de la police. Aujourd'hui, celle-ci boucle en permanence cette cité de 80 000 habitants, aux confins ouest de la Tunisie.

Kasserine est passée d'un symbole à un autre. En 2011, elle a payé le plus lourd tribut

à la révolution : selon une commission d'enquête, 21 personnes ont été tuées et quelque 600 autres blessées, entre le 8 et le 12 janvier. Un bain de sang qui avait fait basculer tout le pays dans la colère.

Désormais, ce sont les soldats et les gendarmes que le modeste hôpital régional voit défiler. Une trentaine sont morts au mont Chaambi, le massif qui domine la ville, fauchés par des mines artisanales ou assassinés dans des embuscades tendues par les jihadistes qui y ont pris le maquis. Voilà deux ans que les forces de sécurité y pourchassent la «brigade Oqba ibn-Nafaa», liée à Aqmi, composée de quelques dizaines de combattants, principalement algériens et tunisiens. Chacune de ses attaques provoque l'émotion dans tout le pays,

comme celle du 16 juillet : quinze militaires ont été tués. A l'approche des élections, les craintes se ravivent. Le calme prévaut depuis plusieurs semaines, mais «Kasserine est la

ville la plus menacée par les actes terroristes», prévenait jeudi le ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou, en déplacement dans l'Ouest. Pourtant, à l'heure des urnes, les Kasserinois citent rarement la sécurité en tête de leurs préoccupations. «Les gens se sont habitués aux coups de feu, aux opérations militaires. Ils s'intéressent plutôt à leur quotidien», observe Walid Bennani, tête de liste d'Ennahda dans la circonscription. Les priorités n'ont pas changé, depuis la révolution : «Le développement, l'équilibre entre les régions», dit une jeune maman. «Que Kasse-

rine devienne comme Sousse ou Hammamet», les cités touristiques de la côte, renchérit Samir, 26 ans. Et, bien sûr, ajoute-t-il, «du travail pour les jeunes».

**«Moins motivés qu'en 2011»**

La réalité non plus n'a pas tellement changé : Kasserine demeure cette ville marginalisée, qui vit de la contrebande avec l'Algérie voisine et ne compte qu'une seule grande usine, la société publique de fabrication de papier. A part Benetton, qui s'est agrandi, aucune entreprise ne s'est installée dans la petite zone industrielle, située au pied de Chaambi. Même les projets publics tardent à sortir de terre : l'autoroute de l'Ouest, les pistes agricoles, les écoles... Le chômage dépasse les 26 %, contre 15 % au niveau national. Sur l'artère principale du centre-ville, les affiches électorales occupent de grands panneaux publicitaires. «Le 26 octobre, je choisis







26% de chômeurs, contre 15% au niveau national. Autre record : 69 listes sont en lice pour les législatives de dimanche.

Chez Ons Dalhoumi, abattue par une patrouille de police, cet été.

la Tunisie que j'aime», tente de convaincre l'une d'elles. Moez, 30 ans, va voter pour la première fois, mais ne sait toujours pas pour qui. Ce prof de l'enseignement technique voudrait «des nouveaux partis», qui laissent la place «aux jeunes, aux vraies compétences». Devant le mur dédié à la propagande électorale, il va de case en case. A Kasserine, il y a l'embarras du choix : 69 listes sont en compétition dans la région, un record national. Car ici, beaucoup d'indépendants tentent leur chance. «Les partis sont mal vus à Kasserine», explique Walid Bennani. Particulièrement les deux favoris, Ennahda et Nida Tounes, parti rassemblant diverses composantes laïques. Pour Samir, c'est clair : ça ne sera ni l'un ni l'autre. «A part la couleur, ils sont pareils», estime le jeune homme.

Combien iront même voter ? «Les gens sont moins motivés qu'en 2011», reconnaît Adel Gassoumi, le coordinateur régional de l'instance électorale. La campagne d'inscription au registre des électeurs n'a pas rameuté grande monde. Après l'attaque meurtrière de juillet, il y a eu un sursaut. «Les gens se sont dit que pour éradiquer le terrorisme, il fallait faire ces élections», assure l'administrateur. Wael Karafi, 24 ans, ne votera pas, pas plus qu'en 2011. Il «n'a pas confiance» dans les partis et reste en colère contre «le système de Ben Ali», qui est «toujours là, comme s'il n'y avait pas eu de révolution». Il y a perdu sa jambe droite. Le 9 janvier 2011, il a pris une balle dans les manifestations et a été amputé. «Il faut l'accepter», s'est-il résigné.

Wael ne digère pas, en revanche, le sort clémente fait aux responsables de la répression. Il a suivi de près leur procès, au tribunal militaire. «Du théâtre», estime-t-il. Outre l'expresident, jugé par contumace, vingt-deux cadres sécuritaires comparaissaient, du chef de commissariat au ministre de l'Intérieur. La cour a prononcé des peines de huit à quinze ans de prison. En appel, le 12 avril, les condamnations ont été ramenées à deux ou trois ans, soit le temps déjà passé en déten-

tion préventive. «Ils sont tous sortis de prison, gronde Wael. Le tribunal militaire dit qu'il n'y a pas de preuves pour les condamner. Il a demandé le registre des communications téléphoniques, le nom des agents envoyés en renfort. Le ministère de l'Intérieur a répondu qu'il n'avait pas ces dossiers.» Pour lui, c'est clair, il y a eu un arrangement politique.

La cohabitation entre policiers et habitants est longtemps restée délicate. Mais, avec la montée du terrorisme, les forces de l'ordre ont repris de l'aplomb. «Les gens ont compris que le terrorisme s'était développé à cause du

**«Ces terroristes, ce sont des victimes de la pauvreté. Le plus vieux est né en 1987, les autres ont 20 ans, 21 ans. Ici, les jeunes ont deux pistes : à droite, l'alcool ; à gauche, la montagne.»**

**Un cadre policier de Kasserine**

vide sécuritaire», évalue le colonel Lotfi Belaid, le chef du district. «Après la révolution, les policiers ont eu peur du peuple. Ils veulent revenir comme avant, quand ils étaient les chefs, s'énervent Wael. Les jeunes deviennent terroristes à cause des problèmes sociaux, de la pression psychologique, de la violence policière. C'est l'Etat, la cause du terrorisme !» Cet été, l'une de ses vagues connaissances, autrefois «un étudiant normal», a été tué dans un raid contre une caserne.

**«C'est l'alcool ou la montagne»**

A l'entrée de la cité Ezzouhour, vaste quartier populaire, épicerie des manifestations, la caserne de la Garde nationale, incendiée, est restée des mois en l'état. Elle a maintenant des allures de forteresse. La rue à l'arrière est barricadée : c'est là que se trouve la maison de la famille du ministre de l'Intérieur. Le 27 mai, quatre agents qui montaient la garde ont été tués dans une fusillade qui a duré quarante-cinq minutes. Encore une attaque des jihadistes de Chaambi, revendiquée pour

la première fois par Aqmi. Depuis ce revers, la police multiplie les descentes à la cité des Fleurs, d'où sont originaires plusieurs des maquisards. «On a augmenté les assauts sur leurs maisons, leurs proches, leur voisinage, explique le colonel Belaid. C'est un moyen de pression, de harcèlement, pour qu'ils ne pensent plus rendre visite à leur famille, comme ça se passait avant. On a arrêté beaucoup de monde et ils ont plus de difficultés à s'approvisionner.»

Mais le cadre policier le reconnaît : «La solution sécuritaire ne suffira pas. Il faut que l'Etat intervienne rapidement dans ces quartiers. Ces terroristes, ce sont des victimes de la pauvreté. Le plus vieux est né en 1987, les autres ont 20 ans, 21 ans, soupire-t-il. Ici, les jeunes ont deux pistes : à droite, l'alcool ; à gauche, la montagne.»

«Il n'y a pas de terroristes à Kasserine ! On ne voit rien, on n'entend rien, que les cartouches des policiers qui prennent les gens pour des terroristes», s'énervent la mère d'Ons Dalhoumi qui ne se lève plus de son matelas, posé dans le salon. Dans la nuit du 22 août, sa fille, tout juste bachelière, a été tuée lors d'une bavure, ainsi qu'une cousine : elles rentraient d'un café quand des hommes en noir ont surgi sur la route. Chacun a pris l'autre pour un terroriste, les policiers ont fait feu. Au-delà de ce drame, l'idée est répandue à Kasserine : «Beaucoup de gens n'arrivent pas à comprendre l'origine de ce terrorisme. Ils disent que c'est une mise en scène pour faire pression sur le peuple, le pousser à voter tel ou tel», explique Adnen Zorgui, engagé dans l'associatif.

La dégradation de la situation profite aux anciens responsables du régime de Ben Ali. Un temps infréquentables, plusieurs se sont portés candidats, notamment au sein de Nida Tounes («Appel pour la Tunisie»). Ce parti veut «rétablir l'Etat, l'ordre, la discipline, le patriotisme», explique Mohamed Rachdi, numéro 3 sur la liste. Cet ancien gouverneur

«donne raison aux jeunes qui ont peur de nous. L'ancien régime a laissé une mauvaise image. Mais chez nous, on n'a pas accepté les corrompus, seulement les propres».

**«J'ai beaucoup d'argent !»**

Retour à la cité Ezzouhour, sur la place des Martyrs qui en marque l'entrée. Tête de liste de Nida Tounes dans la circonscription, Kamel Hamzaoui, 71 ans, descend de sa grosse berline noire et, entouré d'une grappe de jeunes mobilisés pour faire cortège, grimpe au mausolée érigé par les habitants en mémoire des victimes de la révolution. Le symbole est fort : l'homme d'affaires, patron d'une usine d'emballages à l'entrée de la ville, était un cacique du RCD, l'ancien parti hégémonique, honni par les révolutionnaires.

Les esprits n'ont pas l'occasion de s'échauffer. Le temps de chanter l'hymne national, de réciter la fatiha, et la petite foule plie bagages, direction le meeting organisé dans un café à l'autre bout de la ville. «Tous mes respects aux jeunes d'Ezzouhour, c'est vous qui avez donné le plus pour faire tomber le système Ben Ali», commence le candidat, qui se présente comme une victime du président déchu : tombé en disgrâce à la fin des années 90, il a fait quatre ans de prison : «Je voulais développer la région, mais le régime m'a bloqué. J'ai beaucoup d'argent, je suis populaire. Je ne cherche pas le pouvoir ni le salaire, je veux juste aider Kasserine.»

«Nida est la solution, Hamzaoui, tu es le seul !», chante l'auditoire. Le magnat, qui a repris en août la tête du club de foot local, vingt ans après l'avoir porté en première division, invite à venir au stade, à chanter les slogans tribaux autrefois interdits, flatte la fibre régionaliste. Mohamed, infirmier, en est convaincu : «C'est l'enfant de la région, c'est lui qui va la développer.» Dans l'assistance, un jeune interpelle : «Monsieur Kamel, on est avec vous, on va vous faire gagner. Mais dans un an, on veut voir le résultat. Sinon, on va vous dégager.»

# Nidaa Tounes, fragile vainqueur

Le jeune parti tunisien, coalition hétéroclite construite autour de l'opposition aux islamistes, devance Ennahdha de 16 sièges. Mais manque encore d'alliés pour former un gouvernement.



Des supporters de Nidaa Tounes («l'Appel de la Tunisie»), le 28 octobre à Tunis. Le parti compte 85 députés, contre 69 pour Ennahdha. HASSENE DRIDI/AP

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Correspondante à Tunis

Cette fois, c'est officiel : selon les résultats préliminaires, enfin annoncés mercredi, le parti Nidaa Tounes arrive en tête des législatives, avec 85 sièges emportés sur 217. Sans majorité, mais avec une confortable avance sur les islamistes d'Ennahdha, qui en décroche 69. Les dirigeants de Nidaa Tounes se gardent toutefois de triompher. «La victoire est une responsabilité plus qu'autre chose, il faut garder les pieds sur terre. On nous donne une chance, pas carte blanche», analyse Khemaïs Ksila, membre de la direction. Il n'empêche, Nidaa Tounes a remporté son premier pari : permettre une alternance, faire contrepoids à Ennahdha qui, après les élections du 23 octobre 2011, semblaient pouvoir garder l'ascendant pour un long moment, face à un camp moderniste désorganisé. En moins de deux ans d'existence, «l'Appel de la Tunisie» s'est imposé comme la première force politique du pays. «Comment expliquer qu'un parti émerge en si peu de temps, sinon par

## RÉCIT

*l'inquiétude?»* souligne le constitutionnaliste Ghazi Gherairi. Lancé au printemps 2012, Nidaa Tounes a prospéré sur la peur des islamistes et leurs échecs au pouvoir. Le mouvement a matraqué les mêmes messages : l'incompétence d'Ennahdha et de ses alliés, leur laxisme dans la lutte contre le terrorisme, leur «obscurantisme» supposé. Un positionnement qui a payé, dans les urnes. Nidaa Tounes a récolté l'adhésion d'une partie des Tunisiens, soucieux de barrer la route à l'islamisme, notamment en votant «utile» au détriment des autres formations modernistes. Le mouvement a également «bénéficié de la sanction de larges franges de la population préoccupées par la baisse de leur niveau de vie, nostalgiques de l'ordre et de la sécurité, lassées de la politique politicienne», décrypte Michaël Béchir Ayari, analyste pour l'International Crisis Group. Le parti agrège des figures de gauche comme des libéraux, des leaders syndicaux comme des hommes d'affaires, une pléiade de militants novices, des personnalités indépendantes et plusieurs ministres du premier gouvernement de

transition, en 2011. Des opposants à l'ancien régime y côtoient des membres de l'ex-RCD, le parti hégémonique sous Ben Ali, dissous après sa chute. Ces derniers sont plutôt d'anciens responsables locaux, prêts à se recycler, ce que des figures nationales trop connues. Les «RCDistes» forment aussi une bonne partie des troupes dans les régions, tandis que les autres composantes dominent la direction. Le poids de chacune des tendances reste inconnu : le parti n'a jamais tenu de congrès, ce qui pourrait se faire l'été prochain.

**PATRIARCHE.** L'attelage est cimenté par la personnalité charismatique de son président-fondateur, Béji Caïd Essebsi. «Bajbouj» fut ministre sous Bourguiba, brièvement chef du Parlement sous Ben Ali, et rappelé à la rescousse après la révolution pour devenir Premier ministre. Agé de 87 ans, le vieux briscard est en lice pour la présidentielle, fin novembre. «Il nous rappelle l'ex-président Bourguiba», apprécie une jeune électrice. Une image que cultive le patriarche. Difficile, en revanche, de définir l'idéologie de Nidaa Tounes, passé

l'anti-islamisme commun. «C'est un projet plus qu'un parti», estime Khemaïs Ksila. «Un mouvement de centre droit, conservateur et jacobin», définit Ghazi Gherairi. Dont

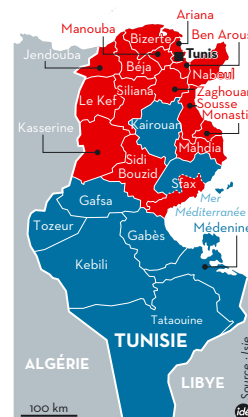
le programme se base «sur une économie sociale de marché», expose Slim Chaker, l'un de ses concepteurs. «Nidaa Tounes s'est positionné sur des valeurs nationales, par opposition à un transnationalisme islamiste, à un moment où l'identité tunisienne était malmenée, où on voyait les drapeaux salafistes remplacer le drapeau national, où on entendait parler de califat...» souligne Karim Guellaty, consultant en communication politique, qui a accompagné les premiers pas du parti.

**MOSQUÉES.** Face à cela, le mouvement s'est posé en gardien de l'œuvre bourguibiste : les acquis de la femme, l'éducation, une certaine conception du rapport à la religion, séparée du politique sans aller jusqu'à la laïcité. Comme la quasi-totalité de la classe politique, Nidaa Tounes ne remet par exemple pas en cause le contrôle des mosquées par l'Etat, ni son référent musulman. Et une partie des Tunisiens craint que la victoire de Nidaa Tounes ne signe une forme de retour à l'ancien régime. «On ne peut pas réussir cette transition sans faire la synthèse intelligente entre les acquis du passé et les aspirations de la révolution», expose Khemaïs Ksila. Désormais, Ennahdha battu, «la vérité des urnes», comme dit Ksila, pourrait bien contraindre les ennemis d'hier à cohabiter. Nidaa Tounes entend, pour former son gouvernement, commencer par consulter ceux qui ont pu tirer leur épingle du jeu dans le camp moderniste : principalement les libéraux d'Afek Tounes (8 sièges) et le Front populaire, une coalition de gauche (15 sièges). Mais, pour l'heure, le parti veut se concentrer sur la présidentielle. ♦

## REPÈRES

Les partis en tête par circonscription

■ Nidaa Tounes ■ Ennahdha



«[La Tunisie] est le seul arbre debout dans une forêt dévastée.»

Le président d'Ennahdha, Rached Ghannouchi, appelle ses partisans à fêter «la démocratie» dans une allusion aux autres pays du printemps arabe, lundi

# 24

sièges manquent à Nidaa Tounes pour atteindre la majorité absolue (109) nécessaire pour former un gouvernement.



Pour pallier l'absence des Français, effrayés par la montée de l'islamisme, les voyagistes poussent les hôteliers de la station balnéaire tunisienne à casser les prix.

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Envoyée spéciale à Monastir

L'hôtel Regency a repris vie. A moitié vide en juillet, l'établissement, collé à la marina de Monastir, affiche complet en cette fin août. Parmi les estivants, il y a les irrédutibles habitués, comme Marie qui, du haut de ses cinq séjours dans la station, «ne voit pas de changement», se bade sans craintes et trouve que «les médias en rajoutent une couche». Il y a aussi ceux qui avaient quelques appréhensions mais qui, attirés par les promos, ont franchi le pas. Enfin – et surtout –, «beaucoup de Tunisiens», commente Mounir depuis son transat. Dès la fin du ramadan, les nationaux sont ainsi venus garnir nombre d'établissements de la côte boudés par les Français, offrant une bouffée d'oxygène à un secteur en détresse.

Encore plus que le reste de l'économie, le tourisme pâtit d'une transition engluée dans ses crises politiques et secouée par la montée du terrorisme. C'est l'un des principaux motifs cités par l'agence Standard & Poor's qui, mi-août, a abaissé de deux crans la note de la Tunisie, passée de BB- à B. L'instabilité a aussi effarouché, bien plus

que les autres vacanciers, les touristes français, de très loin les premiers clients de la destination Tunisie. Monastir y est d'ailleurs, avec Djerba, l'un de leurs spots favoris. Au Regency, ils constituent d'habitude la quasi-totalité de la clientèle. Cette année, ils ne sont guère plus de 20%. Fram, le propriétaire, est pourtant le deuxième tour-opéra-

**«L'assassinat de Chokri Belaïd a stoppé net la dynamique et elle n'a jamais repris.»**

Christine Ohanes chef qualité de Fram Tunisie

teur dans le pays, où il est implanté depuis près de quarante ans et où il dégage, comme tous les grands voyagistes français, une part importante de ses revenus. Mais cette saison, «la situation est catastrophique», reconnaît Christine Ohanes, directrice qualité du groupe en Tunisie. «Nos efforts ont été anéantis : on avait lancé des promos en début d'année, ça marchait bien. Mais l'assassinat de Chokri Belaïd [l'opposant



Sur une plage de Monastir, en avril 2011.  
PHOTO NICOLAS FOUQUÉ.  
IMAGESDETUNISIE.COM

## A Monastir, le tourisme dans une «situation catastrophique»

abattu début février, ndr] a stoppé net la dynamique et elle n'a jamais repris.» En poste depuis trente ans, «Titi», comme on la surnomme, n'avait jamais vu ça. Pour limiter la casse, il a fallu commercialiser en

Allemagne et sur des agences de voyage en ligne, en plus de s'ouvrir au marché local. «L'an prochain, on va démarcher les Russes, on n'a pas le choix», dit Christine. C'est le nouveau filon. A Monastir, pendant que les Français désertent, les Russes affluent. Moins 45% de nuitées pour les premiers, +170% pour les seconds jusqu'à fin mai.

En détaillant ces chiffres, le responsable de l'administration régionale du tourisme, Sadjok Ben Slama, est pris de mélancolie. «La région est conquise par les Russes. On se sent plus proches des Français, mais on se

trouve dans l'obligation d'accepter», regrette ce fonctionnaire proche de la retraite, «formé par les derniers coopérateurs français», au moment de la naissance de l'industrie touristique.

**CORRUPTION.** A l'époque, dans les années 60, la jeune Tunisie indépendante se construisait une économie. Tout le long de la côte est, on plante des zones touristiques, à

l'image de celle de Monastir, ville natale de l'ancien président Bourguiba. Secteur-clé, le tourisme représente 7% du PIB, emploie près de 100 000 personnes et, les bonnes années, 300 000 saisonniers. L'apport en devises couvre ainsi une grosse part du déficit commercial. Mais avant même la crise actuelle, le modèle était grippé. La mauvaise gestion et la corruption ont gagné le secteur, où l'endettement

### REPÈRES

**-45%**

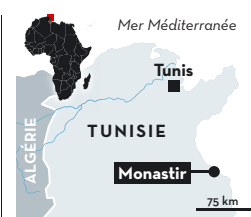
C'est la baisse du nombre de départs depuis la France vers la Tunisie en juillet 2013, par rapport à juillet 2012, selon le Syndicat des agences de voyage.

Selon les autorités, les entrées touristiques ont augmenté de 4,8% au premier semestre par rapport à 2012. «Mais les nuitées ont diminué de 4% et les recettes en devises de 12,3%», nuance le président de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie, Radhouane Ben Salah.

est tel que le quart des créances est considéré comme douteux. La qualité s'est dégradée dans les hôtels, les prix ont baissé, les tour-opérateurs ont renforcé leur mainmise. «Notre tourisme est resté sur le modèle des années 80, on n'a pas changé de stratégie», déplore Ahmed Bouguerra, jeune cadre hôtelier qui, comme beaucoup dans le milieu, rêvait de tout changer après la révolution : s'affranchir des

**«Ceux qui n'ont pas vu le soleil depuis longtemps doivent savoir qu'il est ici. J'invite les Français à venir plus nombreux.»**

François Hollande lors de sa visite en Tunisie, début juillet



voyagistes, monter en gamme, sortir du tout-balnéaire, valoriser le patrimoine et l'artisanat...

**TARES.** Les initiatives et les colloques pullulent, mais au fil des crises, les professionnels se sont contentés de sauver les meubles. Pire, les tares se sont aggravées. «Les tour-opérateurs nous demandent de baisser les prix pour stimuler la demande. Les hôteliers n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Certains louent leur établissement à des voyageurs 30% de moins que leur valeur, pour être sûrs de pouvoir payer les banques», dépeint Wajdi Skhiri, secrétaire général de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie et patron du Golden Beach, qu'il louerait bien, lui aussi.

Peu versée dans l'islamisme, la profession avait accueilli la victoire électorale d'Ennahda avec pragmatisme, espérant stabilité et reprise des affaires. Elle est maintenant vent debout contre le gouvernement, taxé d'«incompétence». «Ce qui freine l'investissement, c'est le flou, souligne aussi Sofiane Baklouti, le directeur du Regency. On n'a de date ni pour la Constitution ni pour les élections. Un tour-opérateur affrète ses avions un an à l'avance mais on ne sait même pas ce qui va se passer la semaine prochaine... Comment voulez-vous qu'il s'engage, dans ces conditions?»

Près de Tunis,  
en novembre.

Pour mater la jeunesse, la police post-révolutionnaire joue d'une loi anti-cannabis très dure, héritée de la dictature.

# Tunisie

## *Derrière l'écran de fumette, la répression*



Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Correspondante à Tunis  
Photos **AUGUSTIN LE GALL**

**M**atinée d'audience ordinaire à la chambre correctionnelle numéro 6 du palais de justice de Tunis. Comme d'habitude, une bonne partie des dossiers entassés sur le bureau du juge touche à la consommation de *zatla*, la résine de cannabis. Parmi les prévenus, Nabil, gaillard de 34 ans, journalier tout juste rentré d'Italie, qui a été arrêté un soir avec deux amis alors qu'ils squattaient les marches d'une boutique dans la cité Intilaka, un quartier populaire de la capitale. La patrouille de police a trouvé à leurs pieds des mégots de joints : suffisant pour embarquer tout le monde et les soumettre au test urinaire qui dépiste le haschisch, même plusieurs semaines après la consommation. Testé positif, Nabil a écopé de la condamnation standard : un an de prison ferme et une «Vespa», surnom donné à l'amende de 1 000 dinars (444 euros), sans doute en raison des nombreux scooters sacrifiés pour s'en acquitter.

C'est là la peine plancher prévue par la loi de 1992 sur les stupéfiants : «*Sera puni de l'emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1 000 à 3 000 dinars tout consommateur ou détenteur à usage de consommation personnelle de plantes ou matières stupéfiantes, hors les cas autorisés par la loi. La tentative est punissable*», énonce l'article 4.

«*Tout le monde fume ici ! Il faut une solution, cette loi détruit plein de jeunes*», souffle le frère d'Amine, coaccusé de Nabil. «*Chaque samedi soir, la police fait des rafles dans le quartier. Nous, les pauvres, nous sommes morts ici en Tunisie*», fulmine Khira, la mère de Nabil, à la sortie du tribunal.

### Les usagers, un tiers des prisonniers

La loi de 1992 est l'un de ces textes répressifs hérités de la dictature. Trois ans après la chute de Ben Ali, le code pénal n'a pas bougé, l'arsenal autoritaire est intact. Certes, la révolution a délié les langues. Mais pour l'heure, le texte antidrogue reste le symbole de l'arbitraire policier, l'instrument privilégié pour mater la jeunesse. Les usagers du cannabis, essentiellement des jeunes, représentent près du tiers des effectifs des prisons : «*Fin septembre 2013, sur 25 000 détenus, 8 000 l'étaient pour infraction aux stupéfiants, la plupart pour consommation*», relève Habib Sboui, directeur général des prisons jusqu'à cette date. «*On voit passer des étudiants brillants, des pères, des jeunes filles, des mineurs, des garçons dont les parents sont malades, qui ont la charge de leur famille. Et on est obligés de les condamner*», déplore le juge Néjib Néçib, qui préside la 7<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Tunis. La loi de 1992 est en effet l'un des rares textes qui excluent toute circonstance atténuante, une disposition largement critiquée parmi les magistrats.

C'est surtout dans les quartiers populaires que se recrutent les prisonniers de la *zatla*. Ils sont les plus exposés aux abus de la police, aux contrôles d'identité à répétition. Il suffit d'une feuille de papier à rouler retrouvée au fond d'une poche, d'une impertinence envers un agent ou d'une délation pour qu'un test soit ordonné. Les dernières années de Ben Ali, quand chaque match de foot virait à l'affrontement entre forces de l'ordre et jeunes supporters «ultras», le cannabis servait souvent de prétexte pour les arrêter ou les intimider. Les choses n'ont guère changé.

Issam s'est fait coffrer après un conflit personnel avec un policier qui a viré à la baston, un soir de beuverie. «*Comme un con, j'avais oublié un petit bout de shit dans ma poche*», raconte ce jeune homme de 27 ans. Ce fut le prétexte. Issam a passé la révolution en prison. Quant à Sami, il a vu la police débarquer à la maison. Lui qui dit fumer «*deux, trois joints le soir, après le travail*» a été balancé comme dealer par son employé. «*A Bouchoucha [une maison d'arrêt, ndlr], j'ai été frappé pendant sept jours. J'ai fini par avouer, juste pour que ça s'arrête*», raconte le jeune homme. Il a ensuite fallu que sa famille soude les agents pour qu'ils retirent du procès-verbal la charge de «vente» et ne retiennent que la consommation.

Wadji venait d'acheter un petit bout de shit à la sortie du lycée quand les policiers lui sont tombés dessus pour un contrôle d'identité. C'était en mars 2012, à quelques mois du bac. Libéré après la date de l'examen, il n'a désormais «plus envie de le passer». A 22 ans, il traîne sa condition de chômeur en rêvant «de se casser en France ou en Italie» et en fumant des joints. Il transporte désormais ses barrettes au creux de la main, pour s'en débarrasser au plus vite si besoin.

### «Acheter le pipi»

Les plus fortunés peuvent espérer s'en tirer en «achetant le pipi», c'est-à-dire en soudeant la police qui prélève l'urine, une anomalie juridique puisque ce devrait être fait par un médecin. Ahmed raconte ainsi que lorsque son petit frère a été attrapé, sa famille a donné 3 000 dinars (1 330 euros) aux agents «pour que l'analyse soit propre». «*C'est frustrant pour tout un système qui a perduré après la révolution, parmi la police, la justice, les avocats. Des clients me racontent que tel avocat promet de débrouiller l'affaire pour 10 000 dinars*», raconte M<sup>e</sup> Ghazi Mrabet, qui veut «partir en guerre» contre cette loi. «*C'est un instrument de répression sociale, un outil pour fermer la gueule de la jeunesse et, parfois, pour régler des comptes politiques*», accuse son client, Néjib Abidi, documentariste et activiste arrêté en septembre à son domicile, en pleine nuit, en compagnie de sept amis avec qui il bouclait la bande-son d'un film polémique. Il a finalement été libéré après un test négatif, mais quatre copains attendent encore leur procès en prison. Néjib dénonce un ciblage des jeunes les plus engagés.

Le tout premier à pointer la répression anticannabis fut Slim Amamou, célèbre cyber-activiste arrêté pendant la révolution, devenu juste après secrétaire d'Etat à la Jeunesse. Printemps 2011 : un journaliste de la télé sollicite son avis, il se prononce pour la dépénalisation. «*Les gens ont eu une réaction épidermique, on a commencé à me dénigrer, se rappelle-t-il. Tout ça venait d'une oligarchie bien-pensante, soi-disant de gauche mais conservatrice. Quand j'ai quitté le gouvernement, quelques semaines plus tard, les petites gens venaient me remercier dans la rue, me racontaient leur cas, leurs problèmes pour se reconstruire après la prison... Les plus aisés, ceux qui ont accès aux médias, n'en parlent pas, soit parce qu'ils ont honte d'avoir payé pour s'en sortir, soit parce qu'ils ne se sentent pas concernés.*»

Porte-voix des quartiers, les rappers embrayent. En septembre 2011, juste avant les élections, Hamzaoui Med Amine et Klay BBJ sortent le premier hymne au haschisch : «*Donnez-moi une plaque / j'aime la zakataka / je fumerai mon joint sans me cacher*», osent-ils. *Zakataka* devient un tube, un slogan, et le cannabis, un thème récurrent du rap. Peu après, le rappeur Lil'K lance le très direct *Sayeb el La3ba* («*lâche le joint*»). Sur les murs des cités, les tags fleurissent. Dans les stades,



La loi de 1992 punit les usagers et détenteurs de stupéfiants d'un à cinq ans de prison et d'une amende de 1 000 à 3 000 dinars, et exclut les circonstances atténuantes.

des ultras proclament leur droit au kif. «*Ô Ghannouchi [chef d'Ennahda, le parti islamiste, ndlr], la *zatla* au Maroc est gratuite!*» chantent partout les supporters du club de l'Espérance, de retour d'un déplacement à Casablanca. Dans l'euphorie de l'époque, un appel à manifester est lancé sur Facebook. Le 18 février 2012, quelques centaines de jeunes se rassemblent devant l'Assemblée constituante pour réclamer qui la légalisation, qui des réformes.

### «Les flics sont des chiens»

Trois jours plus tard, fin de la récré. Les rappers Weld El 15, Madou Mc et Emimo sont arrêtés lors d'une soirée chez des amis. A sa sortie, le premier lance *Boulicia Kleb* («*les flics sont des chiens*»), récit pamphlétaire de son incarcération pour consommation de cannabis. «*Cocaine, zatla et kétamine / C'est vous qui les rapportez et vous nous demandez d'où ça vient / Vous nous démolissez depuis qu'on est jeunes avec ces produits*», attaque-t-il dans cette chanson dédiée à «*la génération des défoncés*» et «*de l'injustice*». Le morceau lui a valu deux procès, des semaines de cavale, puis de prison, avant d'être relaxé, le 19 décembre.

«*Il y a eu une période où on a parlé très librement. Aujourd'hui, on revient à des critiques indirectes, comme sous Ben Ali*», constate Hamzaoui. Lil'K, lui, ne croit plus au changement immédiat, mais prend soin d'apparaître un joint aux lèvres dans tous ses clips et de glisser quelques allusions. Certes, l'élan s'est essoufflé, mais «*on a réussi à faire prendre conscience que c'était un problème*», évalue Slim Amamou.

L'idée qu'une répression aussi dure est un échec fait également son chemin dans les rangs des autorités. «*Le nombre de consommateurs n'a pas diminué, bien au contraire*», tranche Habib Sboui, l'ex-directeur des prisons. Après trois années en poste, ce colonel major venu de la police est même devenu «*militant dans ce domaine*». Ces derniers mois, il a appelé dans plusieurs médias à changer cette loi qui conduit à l'engorgement des prisons et menace l'avenir des condamnés.

«*La majorité sont des consommateurs sporadiques, qui deviennent des réguliers en prison*», déplore pour sa part le directeur général du ministère de la Santé, Nabil ben Salah. Une réforme avait été préparée, juste avant la révolution, raconte-t-il. «*Le nouveau texte prévoyait la possibilité pour le juge de recourir aux circonstances atténuantes, de prononcer un sursis ou un suivi thérapeutique. Il devait passer à la chambre des députés. Mais il y avait des réticences, c'était réellement un tabou.*» Après la révolution, ce texte a été remis sur le métier. La nouvelle version, encore en gestation, prévoit de renforcer la lutte contre le trafic et ajoute la possibilité de condamner les consommateurs à de simples travaux d'intérêt général. «*On profite de cette période pour l'améliorer. Mais l'Assemblée constituante a autre chose à faire*», souligne le haut fonctionnaire.

Malgré un consensus sur la nécessité d'une réforme, le sujet ne suscite guère l'intérêt de la classe politique. Seul le Pôle démocratique moderniste, petite formation de gauche, l'a inscrit à son programme de travail. «*On pourra faire revenir les jeunes à la vie de la cité en se détachant de la connerie du tout-répressif, argumente son coordinateur, Riadh ben Fadhel. On ne peut pas demander aux jeunes, qui se sont massivement abstenus aux premières élections, d'aller voter alors qu'ils sont des milliers à croupir en prison.*» Dans sa chanson *Boulicia Kleb*, Weld El 15 avertit : «*Aux prochaines élections, je choisirai le dealer du quartier.*»

Certains prénoms ont été modifiés.

# Le tunisien, l'écrit de la rue

Langue des réseaux sociaux, des tags et du rap, le dialecte sort de la sphère familière, s'invite dans les discours officiels, grignotant le terrain de l'arabe littéraire.

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Correspondante à Tunis  
Photos **NICOLAS FAUQUÉ**

«**J**e m'adresse à vous dans la langue de tous les Tunisiens et Tunisiennes», annonçait solennellement Zine el-Abidine ben Ali en commençant son discours, au soir du 13 janvier 2011. Pour sa troisième intervention télé depuis l'immolation de Mohamed Bouazizi et pour la première fois en vingt-trois ans de pouvoir, l'autocrate, piètre orateur, remissait son arabe classique pour s'exprimer en derja, le dialecte du peuple. «*Fhemtkom*» («Je vous ai compris»), a-t-il répété lors de l'allocution, jouant la corde sensible. Insuffisant pour la rue : le lendemain, le tyran chutait. La formule, elle, est passée à la postérité, raillée, détournée, remixée version house ou rap. C'était la dernière preuve du décalage entre le raïs et le peuple. Puis la langue de bois du régime a laissé la place à un défolement verbal collectif. Dans le grand chambardement révolutionnaire, la parole s'est libérée, suscitant un micromouvement, difficilement perceptible aux oreilles occidentales : le dialecte tunisien, langue du

peuple, se pousse hors de sa sphère familière, rognant quelques arpents des vastes prérogatives de l'arabe littéraire. La conquête, sans bruit, est bien dans l'air du temps anti-élitiste : «*Il faut avoir un certain niveau d'éducation pour comprendre l'arabe littéraire. Le tunisien est plus simple, plus accessible*», relève Hager Ben Ammar, professeure d'arabe et passionnée de la derja, qu'elle enseigne depuis dix-huit ans aux étrangers.

## Au nom du Coran et du panarabisme

En Tunisie, comme dans tous les pays arabes, l'arabe littéraire (ou classique) coexiste avec le dialectal. Au premier, le prestige : la langue du Coran et de l'unité arabe est celle (à l'écrit et à l'oral) de l'enseignement, des médias, de l'administration, de la politique, des sciences, la littérature, la liturgie. Au second, propre à chaque pays, les usages privés, la maison, la rue. Et la seule sphère du parler : le dialecte «*ne s'écrit pas*», stipule le dogme qui attribue au littéraire, langue de l'unité politique et religieuse arabe, le privilège exclusif et historique de l'imprimé. «*La derja est une langue malmenée. Et pourtant, c'est la langue maternelle, celle de l'affect, des émotions, des relations humaines*», relève Hager ben Ammar, qui a transcrit et publié deux contes du patrimoine oral tunisien l'an dernier. Le ca-



Tags en dialecte vus à Tunis, début avril. «Sayeb zatla» («Je fume la zalta et je vous emmerde»).



«Sayeb el koffet el mouatin» («Lâchez le panier du citoyen»), signé Al-Joumhourî, le Parti républicain.



Sur un terrain de foot de Sidi Hassine, dans la banlieue de Tunis, un mot : «Zwewla» («Les pauvres»).

talogue de livres disponibles en derja reste maigre. L'universitaire retraité Hédi Balegh, l'un des plus ardents partisans de la «langue tunisienne», en a écrit plusieurs : des recueils de proverbes et, plus récemment, la première traduction en derja d'une œuvre étrangère, le *Petit Prince* de Saint-Exupéry. Balegh est de ceux, peu nombreux, qui appellent à introduire le tunisien dans l'enseignement. «*À l'école, les enfants doivent oublier*

*ce qu'ils ont appris de la bouche de leur mère et apprendre une langue quasi étrangère, compliquée : on leur enseigne douze pronoms relatifs alors qu'en tunisien, il n'y en a qu'un seul, très simple. Beaucoup décrochent.*» Hager ben Ammar relève : «*Quand on lit des histoires aux enfants, c'est en arabe littéraire, puis on leur traduit en langue maternelle !*» L'enseignante prône le recours au dialectal pour les petites classes «*comme passerelle vers le classique*».





«Gahaf» («Glandeur») écrit comme sur le Web, en alphabet latin, avec le «7» pour le phonème «ha».



«Gultrah» («Vas-y, dis!»), le nom d'un groupe de reggae tunisien.



Sur un mur du centre-ville, «Tfaraj bech tbadel» («Observe, pour changer»).

«L'arabe tunisien ne dispose ni de dictionnaires ni de grammaire. Ces outils permettraient de l'enseigner et de faire évoluer les choses», plaide Hédi Balegh. Un signe : l'université de la Manouba, à Tunis, vient de créer une unité de recherche sur le dialectal. «On dit que nous, jeunes Tunisiens, ne lisons plus. Mais le Tunisien ne sait plus lire car les livres ne sont pas écrits dans sa langue. Il s'éclate dans la sienne, qui est son égale et non

son maître», écrit une des pages Facebook qui militent pour le dialecte. Certains sont passés à l'acte, comme Foued ben Mahmoud. «Frustré de n'avoir jamais reçu d'émotion littéraire dans [sa] propre langue», ce quadra autodidacte a d'abord écrit des nouvelles qu'il a gardées pour lui, puis s'est attelé à un roman : une adaptation de Voyage au bout de la nuit transposé à l'heure des bouleversements arabes. Comme Céline l'a fait avec

l'argot, il ambitionne d'élever la langue populaire. «Le problème du tunisien, c'est son association avec le léger, l'instantané. Mais dès qu'il s'agit de construire, on passe à une langue étrangère, l'arabe littéraire ou le français. On ne bâtit pas une vision globale de la vie comme ça», plaide-t-il.

Une myriade d'initiatives éparses témoignent d'un nouveau regard sur la derja. Ainsi, pour le premier scrutin post-révolutionnaire, en octobre 2011, l'instance électorale a choisi d'écrire un de ses slogans en derja : «Il est temps de t'inscrire.» Les collectifs, les projets de la société civile sont de plus en plus nombreux à choisir un nom en dialecte : Kolna Tounes («Nous sommes tous tunisiens»), pour une association proche de la gauche ; Ibdia («Lance-toi»), pour un nouveau programme d'entrepreneuriat social initié par la Banque mondiale ; «Sayeb Weld el 15» («Lâchez Weld el 15»), cri de ralliement pour la libération de ce rapper. Un slogan au diapason du rap, chanté en dialecte.

**«La derja, c'est la langue maternelle, celle des émotions, des relations humaines. A l'école, on lit des histoires aux enfants en arabe littéraire. Puis on traduit en derja !»**

Hager ben Ammar professeure d'arabe

Aujourd'hui frémissant, le débat linguistique entre puristes et réformateurs traverse la région depuis des décennies. Les partisans du tunisien se réfèrent volontiers au mouvement Taht Essour («Sous les remparts») qui, dans les années 30, à l'époque du protectorat français, tenait salon au café du même nom, dans un quartier populaire de Tunis. Chansonniers, écrivains, poètes ou journalistes, ces intellectuels du petit peuple, anticolonialistes et anticonformistes, ont alors produit un premier patrimoine de littérature dialectale : les contes d'Abdelaziz al-Aroui, les poèmes licencieux d'Abderrahmane al-Kéfi, les pièces et récits d'Ali Douagi... Au théâtre, le dialectal s'est imposé dans les années 70. A cette époque, le poète et universitaire Salah Garmadi, père de la linguistique tunisienne, s'attache à démontrer que l'arabe tunisien est plus qu'une simple variante du classique. Que son lexique, sa syntaxe, sa morphologie l'en distinguent au point de former une langue «qui mérite à ce titre tous les égards et toutes les études», résume le professeur Samir Marzouki, spécialiste de Salah Garmadi. Aujourd'hui, assure-t-il, «ce qu'il a défendu est plus ou moins admis, le débat est plus serein».

**«Rompre avec la langue de bois»**

Bien avant la révolution, le dialecte a fait quelques percées médiatiques. En 2003, le régime a libéralisé le paysage radio monopolisé par les stations officielles en classique, que plus personne n'écoutait. Mosaïque FM (privée) a été la première à permettre aux jeunes animateurs parlaient le dialecte, ponctué d'expressions en français. «La logique était de se rapprocher des gens, de rompre avec la langue de bois des politiques. Le dialecte était aussi la langue de la pub, celle qui faisait vendre ; beaucoup de publicitaires ont suivi Mosaïque», explique Myriam Achour Kallel, anthropologue qui étudie les nouveaux usages de la derja à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain. Les réactions ont été vives : «Certains auditeurs ont considéré que c'était de la pollution linguistique. Il n'empêche. Mosaïque FM est la chaîne la plus écoutée», poursuit-elle. Depuis, une multitude de radios en derja

ont vu le jour. C'est l'arrivée d'Internet et des SMS qui a propulsé le tunisien dans la sphère de l'écrit : comme partout dans le monde, les échanges s'y font dans le langage quotidien. Une vraie révolution, estime Myriam Achour Kallel : «Les revendications autour du tunisien, isolées, n'avaient jamais donné lieu à des transformations d'ampleur. Aujourd'hui, des artistes, des intellectuels, des cyberactivistes, mais aussi des gens ordinaires, tous ceux qui ont un compte Facebook : tous ne sont pas des défenseurs du dialecte, mais tous participent à une normalisation de son écriture.»

L'absence de claviers en arabe au début de l'ère du Web et des mobiles n'y a pas fait obstacle : les internautes l'ont transcrit en alphabet latin et ont utilisé des chiffres pour les lettres sans équivalent. Ainsi le «ha» s'écrit «7», le «ayn», «3». Comme dans «Sayeb Sala7», première cybermanifestation contre la censure, en 2010. Ou dans Klem Chera3, les «mots de la rue», nom des événements de street poetry lancés par Amine Gharbi et

Majd Mastouri à l'été 2012. Le concept : se réunir dans l'espace public, longtemps confisqué, et déclamer des textes en dialecte. «Il s'agit de démocratiser la culture. On voulait montrer qu'avec la langue de tous les jours, on pouvait traiter les mêmes sujets, au même niveau», explique Amine. «On vit une crise identitaire en Tunisie. Notre culture est déchirée entre l'Orient et l'Occident, l'élite se réfère à l'un ou l'autre. Or, c'est important de bâtir une culture avec une identité propre», argumente Majd.

**«La derja est le produit de l'histoire du pays»**

L'usage tous azimuts du dialecte est, pour ses défenseurs, une façon d'affirmer la spécificité tunisienne, notamment en réaction au revival islamiste : «Avec le vent de wahhabisme et l'invasion des chaînes religieuses satellitaires, le tunisien est presque devenu un geste militant, observe Hager Ben Ammar. Le dialecte, c'est le produit de notre histoire. Avec ses emprunts au français, maltais, italien, comme koujina («cuisine»), dacourdou («d'accord»), il traduit l'ouverture du pays», relève Moncef Chebbi. Editeur des contes écrits par Hager, il ambitionne de développer la publication en derja. Flairant la tendance, les leaders politiques recourent plus volontiers au dialecte dans leurs discours et même dans leurs tracts. «L'arabe littéraire ennuie les gens», note la députée Selma Mabrouk, du parti de gauche Al-Massar. Bourguiba, le premier président de la République, parlait un dialecte un peu littéraire, ponctué de proverbes et de traits d'humour. Un style encore très apprécié des Tunisiens. Même les islamistes n'y sont pas insensibles au moment où l'accent du Golfe pris par certains passe mal. L'été dernier, en pleine crise politique, le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, s'est résolu pour la première fois à s'exprimer en tunisien à la télé. Mais les gardiens du temple, islamistes et panarabistes, ne l'entendent pas de cette oreille et l'élan de la rue n'est pas près d'atteindre les institutions. La nouvelle Constitution consacre l'arabe, littéraire s'entend, comme «la» langue officielle. Et son article 39 sur l'enseignement, amendé par les conservateurs, précise : «L'Etat veille à enraciner l'identité arabo-musulmane» et à «généraliser l'utilisation de la langue arabe». Le message vaut autant pour le français, langage du colonisateur, que pour le tunisien. A bon entendeur. ◀

# GRAND ANGLE







Ahmed Ghiloufi, Moncef Zoghli et Mohamed Ahmed sont des «Dreyfus tunisiens». Ces officiers ont été écartés durant plus de vingt ans de l'armée.

Militaires, communistes ou islamistes... tous suppliciés sous Ben Ali. Quatre ans après la révolution, ils réclament leur réhabilitation. Le résultat des législatives, à la fin du mois, pèsera sur le processus.

# Tortures

## La Tunisie en quête de justice

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Correspondante à Tunis  
Photos **AUGUSTIN LE GALL**

**A**ssis à la terrasse d'un café à Tunis, Rached Jaidane jette alentour des regards soupçonneux. Le voisin de table ? «Un policier», tranche-t-il, avant de reprendre son récit. Les deux types dans le fond ? «Ils ont pris une photo», s'interrompt-il encore. Les années «de torture physique et morale» lui ont laissé, entre autres séquelles, une démarche boiteuse et des fantômes.

En 1993, la confrontation bat son plein entre Ben Ali et les islamistes d'Ennahda. Cadres et militants de l'organisation interdite sont arrêtés en masse. Sympathisant, doctorant en maths à Paris, Rached Jaidane rentre pour le mariage de sa sœur. Une nuit, il est emmené par la Sûreté de l'Etat, accusé, avec onze autres, de préparer des attentats. Il est torturé trente-huit jours, au sein même du ministère de l'Intérieur. Puis, au terme d'un procès expéditif, il écope de vingt-six ans de prison. Il en purge la moitié mais, à sa sortie, la police maintient une pression constante. Son mariage capote, il vivote en donnant des cours particuliers. La révolution est une renaissance : «J'avais l'impression d'avoir 20 ans.» En juin 2011, Rached Jaidane est parmi les premiers, et les rares, à déposer plainte : contre les exécutants, mais aussi contre Ben Ali et

le ministre de l'Intérieur de l'époque, Abdallah Kallel. «Je souhaitais qu'à travers ce procès, on regarde la partie sombre de l'histoire de la Tunisie», explique-t-il. L'ambition a fait long feu. L'instruction a été bâclée. Les accusés sont poursuivis pour simple délit, non pour crime. Le procès s'est ouvert en avril 2012, mais les audiences sont systématiquement reportées. «J'y croyais, je n'y crois plus», lâche-t-il, «fatigué», mais jurant qu'il ira «jusqu'au bout».

**Responsable des actions sociales d'Ennahda, Meherzia Belabed était enceinte de trois mois quand elle a été arrêtée, en 1991. Frappée au ventre, elle a perdu son bébé.**

Son cas est emblématique. Près de quatre ans après la chute de Ben Ali, les victimes de la répression sont toujours en quête de justice. Environ 13 000 personnes ont bénéficié de l'amnistie générale, décrétée dès février 2011 pour tous les anciens prisonniers politiques. En ajoutant ceux qui ont dû s'exiler, ceux détenus plusieurs mois sans condamnation, le nombre de victimes dépasserait les 20 000, selon l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques (AISPP), une ONG tunisienne.

**La position du «poulet rôti»**

Les opposants de tous bords ont été touchés : de gauche, islamistes, syndicalistes... Le régime de Ben Ali, comme celui de Bourguiba, s'est employé à laminer la contestation, s'appuyant sur une police omnipotente, un usage institution-

nalisé de la torture et des magistrats aux ordres. Aujourd'hui, la police reste puissante, la justice défaillante et la volonté politique insuffisante. Accaparée par sa transition, la Tunisie tarde à affronter son passé. La donne changera-t-elle avec le démarrage de la justice transitionnelle, en décembre ? La mission s'annonce difficile. Les législatives, dès le 26 octobre, seront aussi déterminantes : le rapport de force qui en découlera sera-t-il favorable au processus, alors que des figures de l'ancien régime sont en lice ?

Meherzia Belabed a choisi de raconter, «pour que ça ne se reproduise jamais». Elle est l'une des rares femmes à avoir témoigné, à la télé, parmi les 400 touchées, seules des figures de l'ancien régime sont en lice ?

Meherzia Belabed a choisi de raconter, «pour que ça ne se reproduise jamais». Elle est l'une des rares femmes à avoir témoigné, à la télé, parmi les 400 touchées, seules des figures de l'ancien régime sont en lice ?

Après un an et demi de prison, elle est de nouveau interpellée en 1993 et torturée pendant vingt-huit jours au ministère. Poitrine nue, elle est mise en position du «poulet rôti» et battue, sous les yeux de codétenus islamistes. «Les gens ne connaissent pas la vérité», dit-elle. Il faut beaucoup d'autres témoignages, car ils oublient facilement.»

Jamel Baraket pose une pile de documents sur la table de sa salle à manger : tous les papiers accumulés en vingt-trois ans de combat pour obtenir justice sur la mort de son grand frère, Fayçal, décédé en octobre 1991 dans un poste de



## → LA TUNISIE EN QUÊTE DE JUSTICE



**Ci-dessus :** Rached Jaidane, doctorant en maths et sympathisant d'Ennahda, vivait à Paris. En 1993, il a été arrêté par la police tunisienne alors qu'il revenait au pays pour le mariage de sa sœur. Torturé pendant treize jours, il a passé treize ans en prison. **A droite :** Mohamed Soudani a été exclu de la fac en 2006 pour ses activités syndicales. Après des années difficiles, il est devenu secrétaire dans une université et «commence une autre vie».

la Garde nationale. «C'est le grand dossier de ma vie», dit Jamel. Etudiant en sciences physiques à Tunis, engagé dans le mouvement islamiste, Fayçal Baraket prend part, en 1991, aux manifestations qui agitent l'université. Jamel, sympathisant, est arrêté le premier, l'ainé suit, conduit au même poste. «Mon frère a été torturé cinq ou six heures d'affilée. On entendait tout. Il hurlait, demandait la pitié. Puis plus rien», raconte-t-il.

### «Le supplice de la bouteille»

Quelques jours plus tard, les policiers appellent la famille : Fayçal est mort dans un accident de la route, disent-ils. Jamel, lui, reste détenu six mois au secret. Aussitôt libéré, il entame le combat : il contacte Amnesty International, qui soumet le rapport d'autopsie à un légiste. «Les lésions décrites ne correspondent pas à un accident», mais semblent «résulter de coups répétés», analyse le médecin irlandais Derrick Pounder. C'est la «perforation de la jonction recto-sigmoïdienne» qui lui a été fatale, estime-t-il. Elle aurait pu être causée par des fractures graves du bassin, mais le rapport ne mentionne rien de tel. Pounder conclut : «Cet homme est mort des suites de l'introduction forcée dans l'anus d'un corps étranger sur une longueur d'au moins 15 cm.» Le viol masculin, notamment par le «supplice de la bouteille», figure notamment dans la palette des sévices infligés par la police tunisienne. Sous la pression internationale, l'instruction est rouverte à deux reprises, mais vite refermée. En 1999, le comité de l'ONU contre la torture demande l'exhumation du corps, pour voir si le bassin présente des fractures. Il faudra attendre la révolution, et encore deux ans, pour que la justice l'ordonne. Le

1<sup>er</sup> mars 2013, la dépouille est déterrée. «Il n'y avait aucune fracture», relate Jamel. Le juge instruit désormais des faits de «torture par un fonctionnaire ayant entraîné la mort». Une seconde fois, Fayçal a été inhumé. Sur la plaque de marbre blanc, Jamel a fait graver cette épitaphe : «Décédé au poste de police de Nabeul, le 8 octobre 1991.»

Le bruit des roulettes sur le carrelage trouble la conversation. Dans un trotteur, son fils, un an à peine, sillonne le salon. «Il s'appelle Fayçal», annonce fièrement le papa. Affranchi de la pression policière qui affectait ses relations et sa carrière, Jamel s'est marié après la révolution, à 43 ans. «Je pouvais endurer tout ça seul, mais pas le faire subir à quelqu'un», explique-t-il. Son combat n'est pas fini : «Je veux la condamnation de tout un système. Pas seulement les exécutants, mais tous ceux qui ont rendu possible le camouflage de la vérité.» Pas gagné. Beaucoup de policiers ne répondent pas aux convocations du juge.

Comme Fayçal Baraket, une soixantaine de personnes seraient mortes de la torture sous Ben Ali, estime l'AISPP, et neuf ont disparu. Nabil Baraketi est décédé dans des circonstances similaires, en 1987, dans les derniers mois du règne de Bourguiba. Déjà à l'époque, la lutte faisait rage entre pouvoir et islamistes. «Cette confrontation entre deux clans fascistes, l'un civil, l'autre au nom de Dieu, n'est pas dans l'intérêt du peuple», dénonce alors un tract du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), jeune formation clandestine. Nabil, res-



pensible régional, est arrêté, torturé douze jours. Il succombe le 8 mai. Depuis, chaque année à cette date, proches et camarades se rendent sur sa tombe. Ils en ont fait une officieuse «journée nationale» contre la torture.

En 2012, le Président et ex-opposant, Moncef Marzouki, qui s'est fait une spécialité des gestes mémoriels, promet d'officialiser la commémoration. «L'occasion de diffuser les principes pour lesquels Nabil s'est battu», se réjouit alors Ridha, son frère. Le 8 mai 2014, lors d'une cérémonie, Marzouki présente à

toutes les victimes de la torture «les excuses de l'Etat». Pour Ridha, elles tombent à plat, il a été convié au dernier moment – un oubli, dit la présidence – et s'éclipse fâché : les camarades n'ont pas été invités, les islamistes sont en force. Il y voit

une manipulation. «Ils sont en train d'essayer de réécrire l'histoire à leur façon ! s'étrangle Ridha. La lutte contre la torture, c'est la gauche, pas les intégristes ! Ils parlent de leurs tortures comme s'il n'y avait eu qu'eux. Tout le monde est passé par les prisons de Bourguiba et de Ben Ali!» Et puis, avance-t-il, des militants d'Ennahda ne se sont-ils pas rendus coupables de violences, voire de terrorisme ? Les bombes dans les hôtels en 1987, les attaques à l'acide contre les femmes, l'attentat de Bab Souika en 1991... Ennahda a toujours nié sa responsabilité, mais la défiance persiste chez une partie des Tunisiens.

Les islamistes et leurs adversaires sont à couteaux tirés sur le sujet. Les seconds accusent les premiers d'avoir fait preuve

d'une «mentalité de butin» pendant leurs deux années à la tête du pays. Un projet d'indemnisation des ex-prisonniers politiques, depuis abandonné, avait créé la polémique. Puis le recrutement dans la fonction publique de 7000 amnistiés et la réintégration de 2500 autres ont généré des tensions. «C'est vrai qu'en quantité, il y a eu plus d'islamistes en prison. Mais ils ont été placés aux postes-clés, sans transparence», accuse Mohamed Soudani, arrêté et exclu de l'université en 2006 pour ses activités syndicales. Maintenant secrétaire dans une faculté, il «commence une autre vie», après les années de galère.

### Des militaires au placard

Abdelmoumen Belanès, cadre du PCOT, est passé par la torture et la prison trois fois, entre 1995 et 2000. Mais il a refusé d'être fonctionnaire. «C'est contre la dignité d'un militant, juge-t-il. On a lutté pour le peuple, on profitera de cette révolution comme lui, on ne veut pas d'exception.» Le martyrologue de la gauche puise beaucoup dans les années Bourguiba : les luttes syndicales brutalement matées, ou, dans les années 60-70, le laminage du mouvement Perspectives, né dans les universités. Zeineb Cherni a été arrêtée lors du coup de file de 1973, torturée et condamnée à un an de sursis. Après la révolution, avec d'ex-perspectivistes, elle a créé une association, Mémoire et horizons, et lancé une collecte des archives du mouvement. «L'histoire a été travestie, il s'agit donc de la restituer aux jeunes, en interpellant les historiens», expose cette prof de philo à la retraite.

Les militaires déçus de «l'affaire Baraket Essahel» sont, eux, parvenus à arracher leur réhabilitation. «Nous som-







mes les Dreyfus de l'armée tunisienne», clame de sa voix fragile Ahmed Ghiloufi, l'un des officiers qui chapeautent l'association Insaf («équité»), avec le lieutenant-colonel Mohamed Ahmed et le colonel Moncef Zoghliani. Ecartés de l'armée pendant plus de vingt ans, les trois officiers en ont gardé l'allure disciplinée et le code d'honneur.

C'était en 1991, encore. Le 22 mai, Abdallah Kallel annonce qu'un vaste complot militaire a été déjoué : fomenté par Ennahda, lors de réunions tenues dans le village de Barraket Essahel, il visait à prendre le pouvoir, affirme-t-il. Au total, 244 militaires sont livrés au ministère de l'Intérieur, où ils sont torturés. Les autorités finissent par se rendre compte de la méprise, mais ne veulent pas se dédire. Ainsi, 93 soldats sont condamnés à des peines allant jusqu'à seize ans de prison. Les autres reçoivent des excuses du ministre et la promesse d'un retour rapide aux postes. En fait, mis à la retraite ou au placard, aucun ne remettra plus l'uniforme.

«C'était une opération de décapitation de l'armée, dont Ben Ali avait une peur bleue», analyse le lieutenant-colonel Ahmed. Après la chute de Ben Ali, les officiers s'organisent. «On avait une sorte de devoir moral, du fait de notre grade», dit le colonel Zoghliani. Ils montent au créneau dans les médias, racontent leur histoire «laissée sous une chape de plomb pendant vingt ans», déposent plainte contre les responsables sécuritaires d'alors, dont Kallel.

### L'impunité des accusés

Le procès s'ouvre dès novembre 2011. Il est vite bouclé. «L'impunité a été consacrée», regrette l'avocate des soldats, Najet Labidi. Le commandement militaire

a été épargné, à peine a-t-il été interrogé. La torture ? Les accusés ont nié être au courant, se sont renvoyés la balle. Kallel a pris quatre ans de prison, ramenés à deux en appel. Il a été libéré l'an dernier. «C'est le cas typique où les victimes sont déçues et les accusés aussi, à raison, parce qu'ils ont été condamnés sans preuves déterminantes», analyse Hélène Legeay, d'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, qui suit treize cas. Barraket Essahel est, à ce jour, la seule affaire jugée. Autre victoire des officiers : une loi, adoptée en juin, a restitué aux proscrits pensions de retraite, couvertures santé... et galons. «Cette loi consacre notre innocence», savoure Mohamed Ahmed. Les voilà réunis, ce 24 juillet, dans la salle de réception du palais présidentiel. En uniforme, ils défilent sur l'estrade, où Marzouki les adoube. «On oublie un peu les malheurs du passé», réagit, yeux brillants, l'expatrié Rachid Trimèche.

«Barraket Essahel : premier procès politique après Ben Ali. Tous les témoins à décharge refusés», lit-on sur abdallah-kallel.com. Créé par les enfants de l'ex-ministre, quand il était en prison, le site a tenu la chronique des irrégularités judiciaires et relayé la ligne de défense du paternel : la torture ne date pas de l'ère Kallel, tout ça était géré par Ben Ali. Il est la cible d'une vengeance politique, assène le site. Comme les Kallel, les familles des accusés, dans les différents procès, ont essayé de riposter. Certaines ont même, selon plusieurs témoignages, tenté d'acheter les plaignants. Devant un parterre d'invités étrangers, la Tunisie a inauguré le 9 juin son instance Vérité et dignité, chargée d'enquêter sur les violations commises depuis 1955. Le chemin a été long : la loi

sur la justice transitionnelle a traîné un an dans les tiroirs de l'Assemblée. Ennahda, notamment, lui préférait un texte sur l'exclusion politique des extrémistes, finalement abandonné. La cérémonie, boycottée par la société civile, ne respire pas l'enthousiasme. A la tribune, les orateurs expliquent combien la mission de l'instance est importante et compliquée. «Nous ne pourrions pas édifier un système démocratique sans diagnostiquer les fautes du passé», déclare Marzouki. «Aujourd'hui, encore une fois, la Tunisie est un modèle pour les pays de la région», s'emballe Navi Pillay, de l'ONU, dans un message vidéo.

### Au total, 244 militaires sont torturés. Les autorités se rendent compte de la méprise, mais ne veulent pas se dédire : 93 sont condamnés.


La communauté internationale, soucieuse de la réussite de la transition tunisienne, appuie fortement le processus, à grand renfort de financements. Parmi les quinze «commissaires» qui composent l'instance, plusieurs sont connus pour leur engagement, comme l'avocat Khaled Krichi (AISPP), le journaliste Noura Borsali ou Zouhair Makhlouf (Amnesty). A leur tête, ils ont élu Sihem Bensédrine, figure de la lutte contre la dictature. La journaliste ne fait pas l'unanimité, jugée par certains comme radicale, revancharde. Ça «ne dérange pas» cette femme habituée à ferrailer, qui veut rassurer : «Nous ne sommes pas là pour régler leur compte à des individus, mais à une machine dictatorialle.»

L'instance doit entrer dans le vif du sujet le 1<sup>er</sup> décembre. En cinq ans maximum

il faudra enregistrer les plaintes, tenir des séances d'écoutes des victimes, entendre les témoins et les accusés, enquêter sur les disparus, revoir les affaires des «martyrs de la révolution», décortiquer la machine répressive, déterminer les responsabilités au sein de l'Etat, proposer des réformes, entamer le travail de mémoire, élaborer un programme d'indemnisation...

### «Une quête de vérité»

Pour y parvenir, l'instance est dotée de pouvoirs étendus : elle peut accéder aux archives de l'Etat - une boîte noire jusque-là -, convoquer, ordonner des perquisitions... Les violations graves seront transmises à des chambres pénales spécialisées. «Le défi est énorme mais je suis confiante, l'instance réussira sa mission», martèle Bensédrine. Ce sera

«surtout une question de rapport de force», anticipe Samir Dilou, ex-ministre chargé de la Justice transitionnelle. Parmi les écueils possibles, «l'instrumentalisation, les résistances dans les institutions», énumère l'avocat, figure d'Ennahda. «C'est une quête de réconciliation, basée sur la vérité», dit-il encore. Mais je doute qu'on la connaisse toute. C'est pourtant la principale attente des victimes. Mais aucune de celles rencontrées ne souhaite tellement la prison à ses tortionnaires. «La justice transitionnelle doit permettre de créer une opinion publique avertie, qui réprovoque ces horreurs, pour que cela ne se répète plus», estime Zeineb Cherni, qui voudrait, comme tous, au moins «des excuses, une reconnaissance des torts, une autocritique». Pour l'heure, personne n'a fait amende honorable. 

**A gauche :** Abdelmoumen Belanès, cadre du Parti communiste des ouvriers de Tunisie, a subi la torture et la prison trois fois, entre 1995 et 2000. A la fin de la dictature, il a refusé un poste de fonctionnaire, offert en compensation : il «ne veut pas d'exception».

**A droite :** Zeineb Cherni, condamnée en 1973 pour son engagement au sein de Perspectives. Depuis la chute de Ben Ali, elle collecte les archives de ce mouvement universitaire.

L'enterrement de l'opposant abattu mercredi, Chokri Belaïd, s'est transformé vendredi en une mobilisation contre le pouvoir, avec 40 000 personnes venues crier leur colère.

# En Tunisie, des manifestations pour funérailles

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Correspondante à Tunis

**C**est sous les gaz lacrymogènes, dans le chaos provoqué par de jeunes casseurs, que Chokri Belaïd a été inhumé, vendredi à Tunis, ce qui n'a pas empêché une foule monstre, fut-elle progressivement dispersée par les heurts, de lui offrir une cérémonie digne. «*Le peuple veut la chute du régime*» : ce slogan, scandé contre Zine el-Abidine Ben Ali il y a tout juste deux ans, a résonné très fort dans le cimetière du Jellaz, où l'homme politique assassiné mercredi a rejoint le carré officiel des «martyrs», tout en haut de la colline qui surplombe le centre de la capitale.

Là, Hamma Hammami, compagnon de route politique et autre figure de la gauche radicale tunisienne, a prononcé l'oraison funèbre : «*Dors, dors, mon ami, les lâches ne connaîtront pas la paix.*» «*Ô martyr, repose en paix, nous poursuivrons ton chemin,*» ont répondu des milliers de Tunisiens, chantant et rechantant l'hymne national.

«**CHEVROTINE.**» Selon la police, ils étaient 40 000 à assister aux funérailles. Pendant ce temps, les casseurs pillaient et incendiaient les voitures aux abords du cimetière, rackettaient les passants. «*C'est Ennahda qui les envoie*», accuse un jeune homme. Les cris de la foule sont virulents contre les islamistes, accusés d'avoir installé un climat de violence politique qui a préparé le terrain au meurtre : «*A bas les Frères, à bas le gouvernement terroriste!*», «*Ghannouchi [président du parti islamiste Ennahda], prends tes chiens et pars!*» Dans le cortège funéraire escorté par l'armée, nombreux sont les militants politiques ou associatifs, les syndicalistes, les voisins, beaucoup d'avocats en

**L'ESSENTIEL**

**LE CONTEXTE**  
Environ 40 000 Tunisiens ont manifesté émotion et colère aux funérailles de l'opposant Chokri Belaïd, assassiné mercredi.

**L'ENJEU**  
Accusé d'être responsable du climat de violence dans le pays, les islamistes d'Ennahda doivent faire face à la défiance de la population.

robe, mobilisés pour leur confrère, et une foule de Tunisiens, venus souvent en famille. «*Je suis là pour rendre hommage à Chokri Belaïd et pour marquer mon refus de la violence. On ne peut plus l'accepter. Les islamistes refusent le dialogue, refusent la communication. Ils veulent faire ce qu'ils veulent de notre pays, ce n'est pas leur droit*», expliquait vendredi matin Yamna Ettarres, professeure à la faculté d'informatique, venue le matin devant le centre culturel de l'opposant et point de départ du cortège.

Sur le mur du centre, une grande banderole avait été déployée : «*Le camarade Chokri Belaïd, martyr de la liberté et de la nation.*» A côté, plusieurs tags figurant une grosse moustache noire surmontée d'un grain de beauté, traits caractéristiques de l'opposant. «*C'est douloureux, clair, il était du côté du peuple*», souligne Ali Khorchani, un instituteur. «*Aujourd'hui, je suis agressive, j'ai envie*

de mordre ceux qui ont battu Chokri», interpelle une femme, la quarantaine, militante communiste.

A l'évidence, les Tunisiens présents se veulent combatifs. «*Je suis triste, mais contente d'être là*», dit Bochra, une jeune femme venue avec ses parents. «*Au-delà de la colère et de la douleur, il y a un sentiment d'apaisement, parce que la réaction des Tunisiens est digne et massive. Je ne suis plus inquiet pour la Tunisie, ils ne nous auront pas*», énonce tranquillement le bâtonnier du barreau de Tunis, Chawki Tabib. «*Chevroline, cartouches, les Tunisiens n'ont pas peur*», crie la foule, en référence aux tirs de grenade de la police contre les manifestants de Siliana en décembre.

«**DÉSASTRE.**» «*La masse a montré qu'elle est prête à continuer la lutte. On a perdu un militant, mais on est fier car la grande majorité du peuple tunisien a condamné cet acte et le parti au pouvoir, dont la politique mène le pays au désastre*», tonne Taher Dhaker, un cadre fédéral de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). La centrale syndicale, bastion du militantisme, a décrété une «*grève pacifique contre la violence*». Une forme d'«*hommage*», également, à celui qui avait assuré la défense des syndicalistes à maintes reprises, explique Taher Dhaker. Vendredi, la grève générale, la première du genre depuis 1978, a été massivement suivie. A Tunis, les administrations étaient vides et la plupart des boutiques avaient baissé le rideau. Même son de cloche dans le reste du pays, où des rassemblements de soutien, d'hommage et de protestation ont eu lieu. Sur l'avenue Bourguiba, le cœur de la capitale, un dispositif policier très massif empêchait dans la soirée toute manifestation de se former. Quelques affrontements avec la police ont cependant eu lieu. ◀



Au cimetière du Jellaz, dans le centre de la capitale, où était inhumé

**REPÈRES**

**TUNISIE**

Population	10,766 millions d'hab.
PIB	34,6 milliards d'euros
PIB par habitant	3 230 euros
Taux de chômage	18,1 %
Espérance de vie	74,5 ans
94 <sup>e</sup> sur 187 pays sur l'indicateur de développement humain	

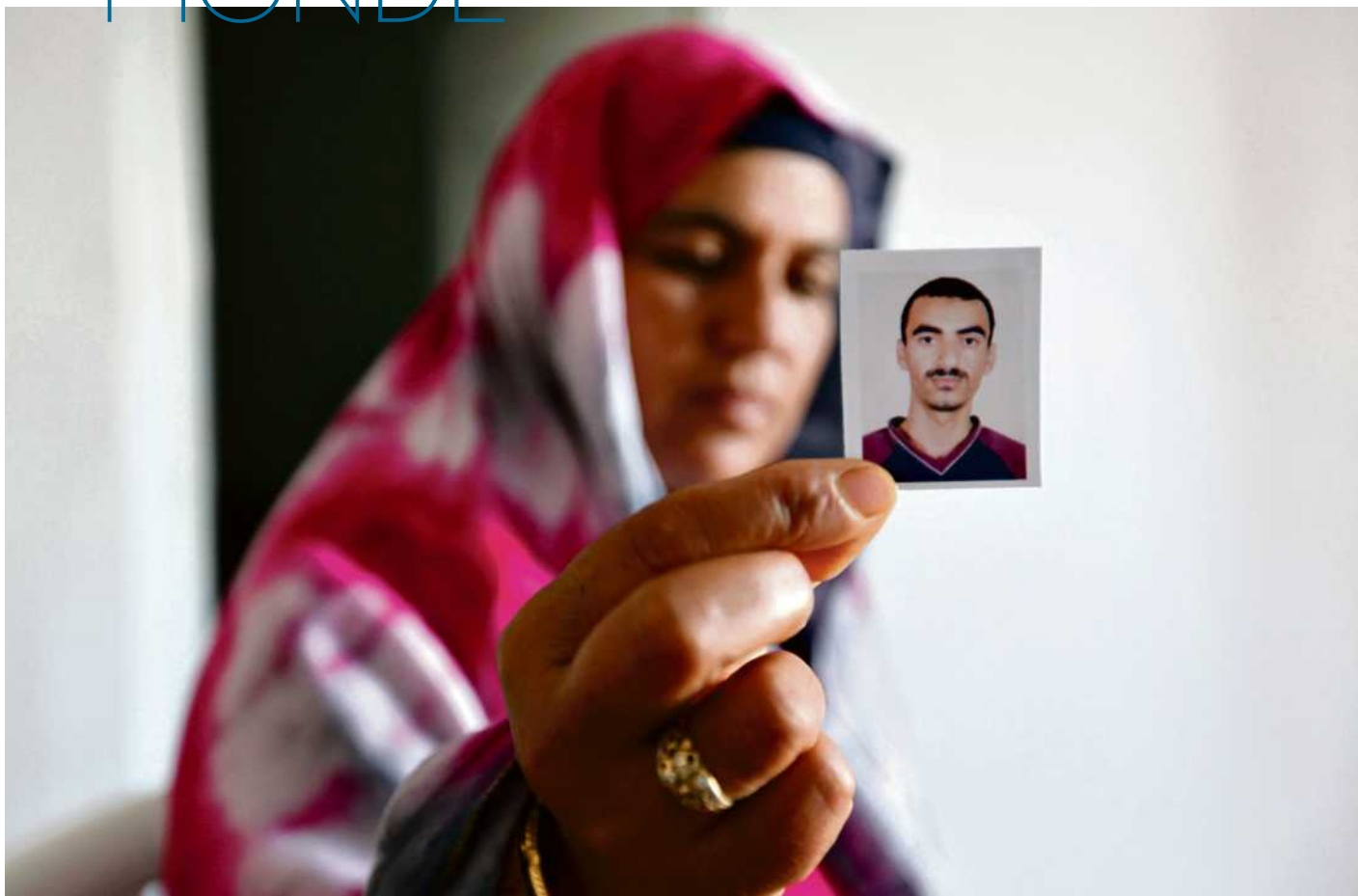
Sources : FMI, The Economist, Prud estimations 2012



**SUR LIBÉRATION.FR**

Retrouvez le récit de l'enterrement de Chokri Belaïd, vendredi, et les derniers reportages et analyses de notre correspondante à Tunis dans notre dossier «**La Tunisie après Ben Ali.**»





Une habitante de Ben Guerdane montre une photo de son fils aîné, fin avril. Elle pense qu'il a été tué en Syrie. PHOTO ANIS MILL REUTERS

# Ben Guerdane, vivier tunisien du jihad en Syrie

Des dizaines de jeunes de ce village du Sud auraient rejoint la lutte armée. Les parents tentent de s'organiser.

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Envoyée spéciale  
à Ben Guerdane

Inquiet de voir les jeunes voisins partir un à un, Mahmoud (1) avait pris soin, comme beaucoup de parents à Ben Guerdane, de cacher le passeport de son fils. Ça n'a pas suffi pour empêcher Karim, 20 ans, de filer en douce. «*Ils étaient dix au*

*total*», raconte le père. Direction la Libye, à quelques kilomètres de cette petite ville du sud tunisien, puis la Turquie, avant de passer en Syrie. Comme des centaines, voire des milliers de jeunes Tunisiens, ils sont partis combattre le régime de Bachar al-Assad, le plus souvent aux côtés des jihadistes du Front al-Nusra.

Juste après la révolution, à l'instar de dizaines de milliers d'autres à l'époque, Karim avait voulu embarquer clandestinement pour l'Europe, mais sa famille l'avait retenu en extrême-orient. Puis le jeune vendeur, qui a «*toujours fait ses prières, mais sans plus*», selon son père, a peu à peu adopté l'idéologie salafiste, tendance jihadiste.

## REPORTAGE

Mahmoud s'élève contre ce jihad qui risque de lui coûter son seul garçon, pilier de la famille selon la tradition.

«**CHARIA**». Taoufik n'avait pour sa part «*rien vu venir*». Cet habitant de Tunis a depuis retracé l'itinéraire de Zied, 22 ans, parti le 6 janvier par l'aéroport de Tunis-Carthage, l'autre voie pour rejoindre le front syrien. Zied a

vidé son compte et fait sa valise. Le père, militaire à la retraite, n'a toujours pas compris la transformation rapide de son benjamin. En deux ans, l'étudiant en finances, fan de foot, adopte des positions radicales. «*Il rejette l'armée, la police, l'Etat en général. Il est devenu têtù, c'était difficile de discuter. Mais il n'était pas brutal*», essaye d'analyser Taoufik. Depuis qu'il est parti, Zied donne des nouvelles une fois par mois. «*Il dit qu'il mange bien, qu'il ne participe pas aux combats. Apparemment, il apprend la charia et l'enseigne à des enfants*», rapporte le père. Karim, lui, n'a appelé que deux fois. Il se trouve «*dans les montagnes, près de la frontière turque*», et Mahmoud suppose que, vu son jeune âge, le fiston n'est pas au front. Lui et sa femme sont souvent devant leur télé, à l'affût d'un indice dans l'actualité syrienne. Comme beaucoup de voisins. La ville est réputée être l'un des principaux viviers de volontaires, comme au temps de la guerre en Irak. Personne n'a de

chiffre précis, certains parlent de 50 à 100 jeunes. Même incertitude à l'échelle du pays. Alors que les pages Facebook jihadistes égrènent les photos des «*martyrs*» tombés au combat, les autorités sont longtemps restées quasi muettes. Un rapport de l'ONG International Crisis Group évoque 2000 combattants. Le ministre des Affaires étrangères a récemment assuré qu'ils sont «*800 au maximum*». Quoi qu'il en soit, les départs en Syrie sont devenus un phénomène qui touche de nombreuses villes et «*toutes*

**«Il est devenu têtù, c'était difficile de discuter. Mais il n'était pas brutal.»**

Taoufik sur son fils devenu jihadiste

les catégories sociales», explique un professeur de Ben Guerdane qui a vu s'évaporer beaucoup de ses anciens élèves. «*Les brillants comme les mauvais, des riches, des pauvres. Certains avaient des problèmes dans leur famille, d'autres non*», décrit-il. Beaucoup ont à peine plus de 20 ans. «*Dans les cas qui m'ont été présentés,*

## Accusé de complaisance, le gouvernement augmente depuis peu la pression sur le groupe Ansar al-Charia. Ennahda moins tolérant face aux salafistes

Départs en Syrie, prosélytisme... les bras de fer se multiplient et n'en finissent plus de se durcir entre les jihadistes du groupe Ansar al-Charia et le gouvernement tunisien, dominé par les islamistes d'Ennahda. Longtemps silencieux sur le jihad en Syrie, Ennahda a fini par prendre ses distances : « Notre appui à la résistance syrienne est moral et politique, non combattant », a clarifié, mi-mars, son président, Rached Ghannouchi. Soupçonné d'en être le principal pourvoyeur, Ansar al-Charia lance désormais des appels à rester en Tunisie. Dernier épisode de cette confrontation larvée : c'est autour des réunions publiques de la mouvance jihadiste que se cristallisent les tensions, sur fond d'escalade de la violence.

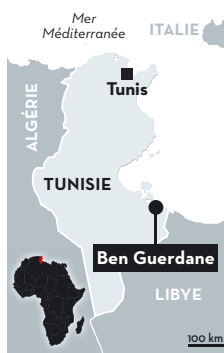
Depuis fin avril, seize militaires et gendarmes ont été blessés par des mines artisanales, alors qu'ils poursuivaient des hommes armés sur le mont Chaambi, à la frontière de l'Algérie. Depuis plusieurs mois, les forces de sécurité échouent à attraper ces hommes, liés à Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi), selon les autorités, qui évoquent des connexions avec Ansar al-Charia. Le mouvement salafiste nie toute implication alors qu'aucun lien organique n'a été révélé. Mais opposition et société civile ont de nouveau pointé le « laxisme » du gouvernement, accusé d'avoir laissé prospérer la mouvance radicale, ses actions de prédication et de charité, les squats de mosquées ou les appels à la violence... Déroutées, habituées au tout-répressif, les

forces de police, qui poussent depuis des mois à un tour de vis sécuritaire, sont aussi revenues à la charge. Résultat : dans plusieurs villes, les tentes de prédication, tolérées depuis un an, ont été délogées, parfois par la force. Désormais, a fait savoir le ministère de l'Intérieur, « les activités liées au prosélytisme doivent requérir une autorisation préalable ». En riposte, les jihadistes ont multiplié les réunions publiques et durci leurs discours. Leur leader en cavale, Abou Iyadh, a publié un communiqué à la tonalité très guerrière : « Sachez que vous êtes en train de commettre des absurdités, présageant d'une accélération de la bataille. Le soutien des Etats-Unis, de l'Occident, de l'Algérie, de la Turquie et du Qatar ne vous servira à rien si les épées sont aiguisées. »

La partie se concentre maintenant sur la tenue du troisième meeting annuel d'Ansar al-Charia, prévu dimanche à Kairouan (centre). « Le gouvernement a décidé d'interdire ce congrès, dont les organisateurs n'ont pas obtenu d'autorisation préalable », a lancé mercredi Rached Ghannouchi. L'interdiction n'a pas été confirmée par le ministère de l'Intérieur, qui examinerait une demande déposée par le biais d'une association religieuse locale. « Nous ne demandons pas l'autorisation du gouvernement pour prêcher la parole de Dieu et le mettons en garde contre toute intervention de la police pour empêcher la tenue du congrès », a lancé hier Seifeddine Rais, porte-parole d'Ansar al-Charia.

É.A. (à Tunis)

### REPÈRES



### ANSAR AL-CHARIA

L'organisation est née en avril 2011, sous l'égide d'Abou Iyadh, vétéran de l'Afghanistan, amnistié après la révolution. C'est la principale force salafiste jihadiste. Non légale, elle constitue toutefois une forme d'institutionnalisation de cette mouvance, selon les chercheurs. Les salafistes jihadistes se distinguent des salafistes piétistes, qui ne contestent pas les pouvoirs en place.

ils font tous de bonnes études, observe l'avocat Badis Koubakji. Ils sont tous devenus salafistes en un an et demi. Ça touche des fils de banquier, des quartiers chics, beaucoup de supporters de foot... Les autorités ont même recensé 16 jeunes femmes envoyées au « jihad du nikah », le soutien sexuel aux combattants.

« ÉTINCELLE ». Jusqu'à il y a peu, les familles ne bronchaient pas, craignant des représailles. Mais, ces dernières semaines, le mur du silence s'est fissuré, avec la médiatisation de plusieurs cas. Celui de Hamza Rajeb, en fauteuil roulant parti faire du « jihad informatique », a particulièrement choqué. Quelques jours après le témoignage de son frère Iqbel, en pleurs à la télé, le jeune homme est rentré. « Ça a été l'étincelle », rapporte Badis Koubakji, président de la toute nouvelle Association de secours des Tunisiens à l'étranger, qui a pour ambition d'être « un groupe de pression contre le silence des politiciens ». Car « il n'y a aucune politique de prévention pour stopper ce fléau. On voudrait une campagne de sensi-

bilisation dans les médias, un contrôle sur les mosquées, une fatwa du mufti [l'autorité religieuse consultative, ndlr] », propose-t-il. Les familles voudraient aussi voir les autorités sévir contre « les réseaux » de départ. Beaucoup dénoncent le laxisme, parfois jugé complice, d'Ennahda, principale composante de la coalition au pouvoir (lire ci-dessus).

Sous la pression, le parquet de Tunis a fini par ouvrir une instruction, afin d'enquêter sur les filières. Une cellule de crise a été créée par le nouveau ministre de l'Intérieur, l'indépendant Lotfi ben Jeddou, qui affiche sa fermeté. Des mesures de restriction de circulation ont été prises, et 1000 départs empêchés ce dernier mois, assure-t-il. Selon lui, cinq « points de recrutement » ont été démantelés. Tunis craint que l'expérience de la lutte armée ne radicalise davantage la jeunesse jihadiste. Peu nombreux pour le moment, « les Tunisiens de retour de Syrie sont sous surveillance », a déjà précisé le ministre de l'Intérieur.

(1) Les prénoms ont été changés.

AVEC LA TOYOTA AVENSIS,  
METTEZ TOUS LES AVANTAGES  
DE VOTRE CÔTÉ.



TOUJOURS  
MIEUX  
TOUJOURS  
PLUS LOIN



TOYOTA  
AVENSIS  
LIMITED  
EDITION

à partir de  
**19990€<sup>(1)</sup>**  
soit un avantage client de **9060€**  
SANS CONDITION



Consommations mixtes (l/100 km) : de 4,5 à 6,6. Émissions CO<sub>2</sub> (g/km) : de 119 à 153 (B3 D).

(1) Prix exceptionnel TTC conseillé, selon tarif au 16/04/2013 et remise de 7060 € déduite, de l'Avensis Berline 147 VVT-i Limited Edition neuve (hors peinture métallisée), soit un avantage client cumulé (remise + équipements de série) de 9060 € TTC par rapport à l'Avensis Berline à motorisation, finition et équipements équivalents. Modèle présenté (mod) : Avensis SW 147 VVT-i Limited Edition (avec peinture métallisée à 570 €) à 21560 € TTC conseillé (mêmes conditions de remise et avantage client cumulé). Modèle présenté (gris) : Avensis Berline 147 VVT-i Limited Edition (avec option peinture métallisée à 570 €) à 20560 € TTC conseillé (mêmes conditions de remise et avantage client cumulé). Offres réservées aux particuliers, non cumulables avec d'autres offres, valables jusqu'au 30/06/13, dans les concessions Toyota participantes. (2) Uniquement disponible sur la version Break SW.

toyota.fr



# LE DR UD TE UD C



L'œuvre du Saoudien Mazen, pour le projet «Djerbahood» à Erriadh.



Le pochoiriste français C215 fait écho aux chats qui



Les artistes sont intervenus au marché, sur les placettes, et aux alentours pour des fresques «hors piste», comme ici le Belge Roa.



La galerie parisienne Itinerrance a rassemblé plus d'une centaine d'artistes d'une trentaine de nationalités. De gauche à droite: les œuvres du





hantent l'île.



Animal fétiche du Portugais Pantonio, le lapin cavalait déjà dans la Tour Paris 13.

Dan 23, artiste français, était aussi de l'équipe du XIII<sup>e</sup> arrondissement.

# Djerba, Orient du street art



Bestiaire, messages et légendes colorent les maisons et les ruines d'un village tunisien. Pochoiristes et calligraphes racontent la façon dont ils ont investi ce musée à ciel ouvert inauguré le 20 septembre.

Par **ÉLODIE AUFRAY**  
Photos **NICOLAS FAUQUÉ**.  
**IMAGESDETUNISIE.COM**

**R**eaOne tente de peaufiner sa fresque, un entrelacs de tentacules bleues, entre deux pauses bavardage avec les passants. «*Je suis là depuis deux heures et j'ai fait trois traits et demi*», sourit le graffeur parisien. Les volutes flanquent la porte d'entrée, bleue aussi, d'une maison basse aux murs blanchis

à la chaux dans une petite rue sans nom. Son occupante «*ne voulait rien de figuratif*», rapporte le jeune homme, qui ajoute ne pas savoir pourquoi. Peut-être parce que le regard de femme, bleu encore, sur la bicoque voisine, a fait grincer quelques mâchoires.

## «Comme une petite médina»

Plus loin, s'alignent trois têtes de lions, signées Orticanoodles, duo de pochoiristes italiens bien connus, chacune sous-titrée d'un mot en arabe, formant cette devise : «Justice, liberté, régime». Nous sommes à Errriadh, bourg tranquille de l'île de Djerba, en Tuni-

sie, dans lequel la galerie parisienne Itinerance a planté son nouveau projet. Elle s'était fait connaître à l'automne dernier grâce au succès colossal de la Tour Paris 13, cette barre HLM du XIII<sup>e</sup> arrondissement transformée en musée éphémère de street art, avant démolition. Cette fois, avec «Djerbahood», Itinerance investit le dédale d'un village typique, avec ses rues étroites et sinueuses, ses maisons traditionnelles, appelées *houchs*. «*C'est comme une petite médina au milieu de nulle part*», souligne Mehdi ben Cheikh, directeur de la galerie. Le Franco-Tunisien réfléchissait «*depuis un mo-*



Portugais Mario Belém, du Russe Wais 1, du Mexicain Curriot et de l'Espagnol Malakkai.



## DJERBA, ORIENT DU STREET ART

→ ment» à faire quelque chose dans son pays natal. Il voulait «offrir à la scène street art un support nouveau, trouver la matière qui fasse carburer les artistes. Là, c'est l'architecture orientale, les voûtes, les coupoles». Et puis, souligne-t-il encore, «il n'y a rien dans le monde arabe, au niveau du street art. Il est temps».

Plus de cent artistes, d'une trentaine de nationalités, ont défilé tout l'été. Parmi eux, beaucoup d'anciens de la Tour 13, comme El Seed, Seth, Dan 23, Pantonio, BomK ou Liliwenn. De prestigieux petits nouveaux aussi, comme le Belge Roa, ou le Sud-Africain Faith 47. L'ambassadeur de Tunisie en France, emballé par la Tour Paris 13, a pesé de tout son poids pour faciliter le nouveau projet de la galerie. Le jeune diplomate est passé directement par le Premier ministre pour obtenir le feu vert. Le ministère du Tourisme devrait également financer une partie du budget de déplacement des artistes. Pour le reste, cinq industriels tunisiens ont mis la main à la poche.

Les artistes sont intervenus selon «une vraie scénographie», développe Mehdi ben Cheikh.

**Phlegm repeuple une maison en ruine. Son personnage, longiligne et voûté, surgit d'une fenêtre pour étendre son linge, ou se hisse vers une autre, grimpé sur des amphores.**

Il y a les placettes, le marché, l'ancien abat-toir à l'abandon où «tout le monde peut se lâcher», les fresques «hors piste», dans la campagne... Leur seule contrainte: «Qu'ils prennent conscience de l'endroit où ils interviennent.» Message reçu. L'une des créatures de Pantonio, influent street artist lisboète, porte la chechia, le couvre-chef de feutre rouge made in Tunisie.

### Mobylettes et licorne

Le bestiaire du Belge Roa, dont les grandes fresques animalières ont fait la réputation, se compose ici d'un poulpe, une méduse, un crâne d'oiseau. Chacun épouse la forme d'un toit en dôme. Le pochoiriste français C215 a mis des chats partout, comme un rappel à ceux qui squattent les rues tunisiennes. Sur un mur décrépi, l'Allemand Hendrik ECB Beikirch a tiré en grand le portrait d'un vieux Djerbien. Et le Britannique Phlegm repeuple l'une des nombreuses maisons en ruine, peint des fenêtres à côté des portes condamnées, joue avec les objets abandonnés. Son personnage récurrent, longiligne et voûté, surgit ainsi d'une fenêtre pour étendre son linge, ou se hisse vers une autre, grimpé sur des amphores.

Spécialiste des pochoirs de faïence portugaise façon trompe-l'œil, Add Fuel a décliné des carreaux dans le style local, ici sur une arcade, là sur la devanture d'une maison abandonnée. On croise aussi des femmes voilées ou pas, des hommes enturbannés, un vieux berger, des mobylettes, des motifs berbères, des fleurs de lotus – Djerba serait «l'île des Lotophages» décrite par Homère –, une



Une des figures féminines de la pochoiriste italienne, BToy, aka Andrea Michaelsson.



Nombre d'artistes ont opté pour le calligraffiti, comme l'Espagnol Sebastián Velasco.

licorne, des flamants roses... Les calligraffitis sont également à l'honneur, avec El Seed, Inkman ou Shoof. «J'essaye toujours d'avoir un message qui reflète le lieu», explique le premier. Né en France de parents tunisiens, El Seed, qui a découvert la calligraphie en reprenant des cours d'arabe, n'en est pas à son premier mur tunisien. Après s'être fait connaître en 2012 en peignant le

minaret d'une mosquée à Gabès, il a réalisé l'année dernière un road-trip à travers le pays, à la recherche de ses «murs perdus». Un projet destiné à «essayer d'attirer l'attention sur des endroits à l'histoire riche et oubliée», pour «donner une image différente et positive de la Tunisie, qui ne soit ni touristique ni révolutionnaire. Une façon de casser la romance sur la révolution, de passer à autre chose» (1).

Le voyage avait duré un mois, avec, chaque fois, la même méthode: El Seed parle d'abord avec les habitants, à la recherche des légendes locales, d'un message en accord avec le lieu. A Guellala, petite ville de l'île de Djerba peuplée de Berbères, il a couvert la coupole du café central avec ce message en langue amazighe: «Argile authentique», comme se surnomment les Berbères du coin, pour se distinguer des Arabes. A Jérissa, ville au riche passé minier, qui périclité, il a laissé ces mots, au pied d'une usine à l'abandon: «Le temps s'arrête, la vie continue.»

Le périple se termine dans le village de ses grands-parents. «Temooula, pays de mes ancêtres, il n'y en a pas d'autres comme toi», a-t-il inscrit sur la modeste maison familiale, reprenant les vers d'un poème écrit par un aïeul. Afin de mener à bien le projet «Derjba-hood», à Erriadh, il s'est «posé pour discuter avec les petits vieux de la place de l'Indépendance», là où il devait officialiser, et leur a demandé «s'il y avait un dicton local, qui traduisait l'esprit de la ville». Oui: «Petit quartier, grande histoire», ont répondu les vieux.

Le proverbe, qui s'étale désormais en bleu dans un recoin de la placette, fait référence à l'histoire d'Erriadh. Appelé au départ Hara Sghira («petit quartier», donc), le village était peuplé par une communauté juive très ancienne, dont il ne reste que cinq grandes familles – soit tout de même une centaine de personnes. Elles cohabitent «en paix» avec les musulmans, souligne le communiqué de presse d'Itinérance, qui met en avant le symbole.

### Des habitants perplexes, curieux ou amusés

La vieille synagogue de la Ghriba, perdue dans la campagne alentour, est devenue l'un des principaux points d'attraction touristique de l'île. D'ailleurs, c'est tout ce que la masse voit habituellement d'Erriadh. «Ils font l'excursion "tour de l'île", s'arrêtent à la Ghriba, mais ne rentrent jamais dans le village», explique Isabelle Planchon, qui tient Dar Bibine, la première maison d'hôtes de Djerba, au cœur d'Erriadh. Depuis son ouverture, en 2009, les initiatives du genre se sont multipliées et le bourg est devenu une sorte de laboratoire du tourisme alternatif.

«Djerbahood» vise aussi à renforcer cette dynamique: «Véritable musée à ciel ouvert», il «permettra aux visiteurs de l'île de découvrir un bijou du patrimoine tunisien de façon atypique», écrit Itinérance. Déjà, les curieux affluent, alors que l'inauguration officielle n'est que le 20 septembre. Pour l'heure, «ils ne comprennent pas trop», observe Isabelle Planchon. Chargée d'aider à convaincre les habitants de prêter leurs murs, elle raconte qu'ils ont été «séduits peu à peu»: en voyant le travail d'Add Fuel, une voisine lui a demandé de faïencer sa façade, à l'occasion de son mariage. Certains restent perplexes, comme cette dame qui n'arrive pas à déchiffrer les calligraffitis. Il y a les conservateurs, à l'image de cet employé de boulangerie qui explique que «c'est pas bon dans l'islam de peindre comme ça dans la rue», mais n'en fait pas un drame. Les petits vieux d'El Seed, qu'on a retrouvés affalés au même endroit, dans un coin de la place de l'Indépendance, avaient eux l'air ravi de l'animation nouvelle au village.

Le projet est prévu pour durer une année, mais «si les gens entretiennent les fresques, ça restera», souligne Mehdi Ben Cheikh. Nous, on domme la matière, c'est à la population de savoir en tirer profit au maximum».

(1) De son pèlerinage, il a tiré un livre, «Les murs perdus», à paraître le 2 octobre en français, aux éditions Gourcuff Gradenigo, 192 pp., 39 €.